

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Rompre avec le gouvernement
Préparer la grève générale



29 mai, rencontre entre la direction confédérale de la CGT et le gouvernement

n° 24 juillet - août 2017 1 euro

Macron - Philippe Une politique pour la bourgeoisie française au pas de charge !

Macron et LREM au pouvoir : ni un raz-de-marée, ni un plébiscite

Pour le second tour de l'élection présidentielle, les partis réformistes PS et PCF, la quasi-totalité des appareils syndicaux avaient appelé à voter Macron contre Le Pen, faisant mine, comme en 2002, de vouloir combattre le danger fascisant en attachant le mouvement ouvrier derrière le candidat de la bourgeoisie. Macron l'a emporté haut la main, avec cependant plus de 34 % d'abstention et de votes blancs et nuls. L'opération d'union nationale a donc un peu moins bien fonctionné qu'en 2002 pour l'élection de Chirac qui obtenait alors plus de 82 % des voix avec une participation de près de 80 %.

Aux législatives suivantes, alors que le PS a fini son chemin de croix dans une déroute lamentable avec 33 sièges pour avoir si bien servi les intérêts du capital sous la mandature précédente, le parti LR était également étrillé, bien qu'un peu moins sévèrement, conservant 113 députés. La raison principale, au-delà des ralliements opportunistes de quelques uns de ses représentants au mouvement de Macron, LREM, tout comme d'ailleurs quelques socialistes particulièrement délavés, réside dans l'identité presque parfaite entre le programme de Macron et celui de LR, qui prive ainsi ce dernier de raison d'exister.

LFI de Mélenchon n'avait pas appelé à voter Macron contre Le Pen, mais n'ouvrait comme perspective que de constituer une opposition suffisamment forte pour devenir lui-même le Premier ministre d'une cohabitation avec Macron. Elle obtenait 18 députés, le PCF en sauvant 10.

Quant au FN, avec 122 candidats restés en lice à l'issue du premier tour, il parvenait à faire élire 8 députés. LREM obtenait donc 308 députés, soit la majorité absolue sur 577, sans même avoir besoin du MODEM de Bayrou qui ne lui aura servi que de marchepied.

Les zélateurs nombreux, subjugués par la geste de Macron qui se prend d'autant plus pour Napoléon qu'il trouve des esprits faibles pour le croire, ou le faire croire, ont alors parlé de raz-de-marée. La réalité, c'est qu'avec plus de 57 % d'abstention au second tour des législatives le 18 juin, ce n'est ni un raz-de-marée ni un plébiscite. Cela indique sûrement l'absence d'une base sociale solide pour Macron. Quand bien même son mouvement d'affidés qui n'est qu'un ramassis d'opportunistes de tout poil, de vieux briscards, d'affairistes petits et grands, de jeunes patrons dynamiques et de cadres supérieurs, additionnés de quelques ravis de la crèche pour faire croire au renouveau, doit se transformer en parti-godillot pour assurer le service après-vente.

Ordonnances et collaboration de classe contre le Code du travail

Le Medef piaffant d'impatience, Macron ne perd pas de temps : immédiatement la réforme du Code du travail, par ordonnances, dont le contenu et les objectifs ne font aucun doute, est mise sur les rails. Les chefs syndicaux se relaient dans un ballet incessant auprès de Macron comme de la ministre du Travail, et s'apprêtent à négo-

Participation au 1er tour des élections législatives 11 juin 2017

	Nombre	% / Inscrits
Inscrits	47 570 988	
Abstentions	24 403 480	51,3
Votants	23 167 508	48,7
Blancs	357 018	0,7
Nuls	156 326	0,3
Exprimés	22 654 164	47,6

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : **Étienne Valyi**
ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact ou abonnement : écrire à
ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

cier tout l'été la mise en place de la réforme, soit se félicitant, comme Mailly pour FO que « *la concertation va dans le bon sens »,* soit comme la CGT dénonçant dans un communiqué du 27 juin « *un dialogue social pipé d'avance »* et refusant « *d'ores et déjà d'entendre dire fin septembre que les ordonnances auront été coélaborées sous prétexte qu'une concertation aura été engagée avec les partenaires sociaux par le ministère du travail »*, mais participant sans faillir ! Moins il a été plébiscité, plus la collaboration de classe des bureaucraties syndicales est indispensable à Macron pour aboutir rapidement.

Le 13 juillet, la loi d'habilitation permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances est largement adoptée à l'Assemblé nationale, LR aggravant même le texte initial en facilitant un peu plus les licenciements dans les grandes entreprises. L'adoption des ordonnances par le Conseil des ministres est fixée le 20 septembre. Dès lors, la journée d'action prévue par CGT, FSU, Solidaires, Unef le 12 septembre ne doit servir, aux yeux des appareils, que comme un baroud d'honneur, l'essentiel ayant été ficelé de conserve pendant l'été. Mais les partis réformistes (LFI, PS, PCF) et les organisations centristes (LO, NPA...) font semblant de ne rien voir.

Résultats du 1er tour des élections législatives 11 juin 2017

source ministère de l'Intérieur

	Voix	% / Inscrits	% / Expr.
« Extrême-gauche »	175 214	0,37	0,77
PCF	615 487	1,29	2,72
LFI	2 497 622	5,25	11,03
PS	1 685 677	3,54	7,44
Mouvement ouvrier	**4 974 000**	**10,4**	**22,0**
PRG	106 311	0,22	0,47
« Divers gauche »	362 281	0,76	1,6
Écologistes	973 527	2,05	4,3
Divers	500 309	1,05	2,21
Régionaliste	204 049	0,43	0,9
LREM	6 391 269	13,44	28,21
MoDem	932 227	1,96	4,12
UDI	687 225	1,44	3,03
LR	3 573 427	7,51	15,77
« Divers droite »	625 345	1,31	2,76
DIF	265 420	0,56	1,17
FN	2 990 454	6,29	13,2
« Extrême droite »	68 320	0,14	0,3
Partis bourgeois	**17 680 164**	**37,2**	**78,0**

Le Front social, qui est le faux-nez de diverses organisations, dont le NPA, récite l'éternelle ritournelle de la généralisation de la mobilisation, sans jamais parler de grève générale. Au contraire, il couvre les journées d'action : « *bien évidemment le 12 septembre ne sera pas suffisant, mais il doit marquer une étape capitale pour la suite »* et sans exiger le moins du monde des directions syndicales qu'elles rompent les négociations de la réforme. LO de son côté appelle également « *à faire du 12 septembre la première journée du refus »*, constatant que « *la méthode Macron consiste à convoquer les directions syndicales à une série de réunions dites de concertation. Nombre d'entre elles mordent à l'hameçon* (toutes, en réalité NDLR) *et certains dirigeants font mine de trouver du grain à moudre dans ces parlottes. Philippe Martinez, pour la CGT, reproche pourtant au gouvernement de ne prévoir, avec ces 48 rencontres, que six fois une heure par syndicat, ce qui serait trop peu pour négocier. Mais les travailleurs, avec ou sans emplois, actifs ou retraités, n'ont rien à négocier. »* (*Lutte ouvrière,* 11 juillet) Et passez muscade ! Pas une ligne, pas un seul mot pour organiser les travailleurs pour imposer aux directions syndicales la rupture de la collaboration de classe !

Macron en défense de l'impérialisme français et de son armée

Macron n'est pas guidé par une doctrine (le « dogme libéral », comme l'en accusent le PCF et LFI, la direction de FO et celle de la CGT). Il s'efforce de défendre les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie française (devant lesquels s'inclinent aussi les sociaux-impérialistes). Quand il s'agit de poursuivre le démantèlement des droits de la classe ouvrière, le gouvernement emploie des arguments du libéralisme. Néanmoins, quand il s'agir d'empêcher un groupe italien (Fincantieri) de mettre la main sur une entreprise française (STX France), alors il oublie le marché et devient étatiste.

> *Appelé à trancher sur le sort des chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Emmanuel Macron a choisi de nationaliser cette entreprise plutôt que d'en confier les clés à un actionnaire italien.* (*Le Monde*, 28 juillet)

À peine élu, Macron, parfaitement conscient des intérêts de l'impérialisme français, a fêté le 14 mai sa victoire électorale sur les Champs Élysées dans un véhicule militaire, est allé le 19 mai saluer au Mali l'armée française puis y est retourné le 2 juillet pour tenter de monter une coalition régionale autour de son intervention, le G5 Sahel, comprenant les forces du Mali, de la Mauritanie, du Burkina-Faso, du Tchad et du Niger. De même on ne compte plus les apparitions

de Macron, soigneusement mises en scène, ici avec une combinaison d'aviateur, juché là sur un véhicule militaire, ou s'insérant dans un sous-marin nucléaire.

C'est dire si le conflit avec le chef d'état-major, le général de Villiers (le frère du réactionnaire politicien pro-FN), quand Macron a annoncé que l'armée devrait se serrer le ceinturon comme les autres postes du budget, ne doit pas faire illusion.

Dans la tradition de la 5e République, Macron a rappelé que c'est lui qui commandait et a changé de chef d'état-major. À cette occasion, le FN, LR, le PS, le PCF, LFI ont protesté comme un seul homme dans un bel élan patriotique et chauvin pour défendre l'armée française et son chef.

> *Emmanuel Macron « a fait une erreur absolument énorme et crée une situation très malsaine entre les armées et la Nation », a réagi Jean-Luc Mélenchon (LFI) après la démission du chef d'état-major des Armées Pierre de Villiers.* (*Libération*, 18 juillet)

D'une part, dès 2018, le budget militaire doit augmenter, et il sera le seul, d'1,5 milliard d'euros : *« En 2018, les armées toucheront 34,2 milliards d'euros, c'est +5,25 % ».* (*Le Monde,* 22 juillet).

D'autre part, l'armée n'est pas ponctionnée en 2017. Les administrations civiles se voient amputer d'une partie du budget qui leur était alloué ; l'armée, quant à elle, pourra dépenser tout l'argent prévu au budget 2017 : *« Au 20 juillet, le budget de la défense est toujours affiché à 32,7 milliards d'euros pour 2017. »* (*Le Monde,* 22 juillet). La seule restriction qui la touche est qu'elle n'aura pas de rallonge, alors que Sarkozy et Hollande finançaient chaque fin d'année l'excès régulier de ses dépenses sur le budget prévu par des ponctions sur les autres budgets [voir *Révolution communiste* n° 20].

Une avalanche de mesures réactionnaires

Macron a fixé comme cap 60 milliards d'économies dans les dépenses budgétaires sur la durée du quinquennat. En utilisant le dernier rapport de la Cour des comptes, son gouvernement a entamé immédiatement les coupes sur 2017 : tous les ministères sauf « la défense » sont touchés par ces réductions, 75 millions pour l'Éducation nationale, 331 millions pour l'enseignement supérieur, mais aussi les fonctionnaires avec le rétablissement du jour de carence, le gel à nouveau du point d'indice, la suppression possible de l'indemnité de résidence, mais aussi les familles avec la désindexation de l'allocation de rentrée, voire même sa suppression, la diminution de l'aide au logement qui touche également les jeunes. Il vient d'annoncer l'objectif de 13 milliards d'économies pour les collectivités locales, invitées à réduire d'elles-mêmes leurs dépenses, sous peine de voir leurs subventions amputées.

À l'Université, le système d'admission des étudiants craque de toutes parts, faute de places. Plus de 65 000 bacheliers restent sur le carreau, sans affectation. Des tirages au sort sont organisés pour éliminer des étudiants ! Aussitôt, le gouvernement annonce sa volonté de mettre en place des « prérequis » auxquels le bachelier devra satisfaire s'il veut espérer une place. C'est le vieux rêve de la bourgeoisie française de parvenir enfin à instaurer une sélection à l'entrée de l'Université qui est à nouveau remis sur le devant de la scène, le baccalauréat n'était plus alors le premier diplôme universitaire. Pour parvenir à ses fins, le gouvernement a mis en place le 17 juillet une « *large concertation* » impliquant « *l'ensemble de la communauté éducative de l'enseignement supérieur* » qui travaillera tout l'été à l'abri des regards des étudiants et des enseignants.

Ce qui se profile pour 2018 est encore plus inquiétant : Plus de 10 milliards de coupes, dont 4 milliards sur les

Un hébergement pour chacun ! Des papiers pour tous !

« Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence » (*Code de l'action sociale et des f a milles*). Pourtant depuis plus de trois mois, de nombreuses personnes fuyant la misère ou la persécution, et qui toutes ont engagé une procédure de demande d'asile, vivent dans des conditions indignes, sous des tentes, en face de la Croix-Rouge sur l'avenue Eisenhower.

Leur situation a franchi un palier lorsque la Préfecture de Reims a ordonné le 8 juin le démantèlement du camp, en application d'une décision de justice faisant suite à une plainte abjecte de Reims-Habitat, propriétaire du terrain où étaient installées les tentes. De toute évidence, l'État français, en plus de faire peser sur les soutiens la menace d'une accusation pour « aide à l'entrée et au séjour irréguliers » (le tristement célèbre « délit de solidarité »), privilégie le droit de propriété sur la dignité humaine.

Sous la pression du soutien aux migrants, la mairie a promis un hébergement, mais seulement partiel, et même si cet engagement est tenu six personnes resteront isolées, sans solution. Cette situation est inhumaine, en plus d'être illégale, et tant qu'aucune solution durable — et pas au cas par cas — n'est apportée, à la fois en termes d'hébergement et d'intégration, des situations similaires se produiront. Pour cette raison nous appelons à un rassemblement. samedi 17 juin à 14h Place Royale (devant la sous-préfecture).

LDH, CLA, RUSF, UL CGT, FSU 51, Solidaires 51, UNEF, PG, PCF, Ensemble 51, GMI Reims, NPA, LO

dépenses de santé, alors que l'impôt sur la fortune sera allégé, la taxation des revenus du capital ramenée à une tranche unique de 30 %. Dès janvier 2018, les cotisations sociales devraient être remplacées par la CSG, dès le printemps 2018, la réforme des retraites sera lancée, avec l'allongement de la durée de cotisation, la fin des régimes spéciaux et l'alignement des fonctionnaires sur le régime du privé. Sans oublier le lancement des suppressions de 120 000 postes de fonctionnaires. Pas étonnant que le FMI adresse un vibrant hommage à Macron « *les réformes économiques promises par Macron pourraient fortement contribuer à résoudre les défis économiques de la France* » (FMI, *Bilan 2017 France*).

Macron-Collomb, même combat pour l'État policier

Sous l'égide du ministre de l'Intérieur Collomb, le projet de loi dite anti-terroriste va transposer dans la loi ordinaire les dispositions de l'état d'exception qu'est l'état d'urgence. À peine si l'assigné à résidence ne devra plus pointer qu'une fois par jour au lieu de trois au commissariat et si les perquisitions administratives seront remplacées par des « visites domiciliaires ». Pour le reste, les libertés publiques sont sous la coupe des préfets. Ce projet a été voté le 18 juillet au Sénat et doit passer à l'Assemblée nationale à la rentrée.

Alors que devant la presse, Macron indique hypocritement « *nous devons accueillir des réfugiés, c'est notre devoir et notre honneur* », le même Collomb fait le 23 juin une visite martiale à Calais, y dénonce « *l'abcès de fixation* » de migrants « *enkystés* », défend les forces de l'ordre qui « *agissent avec beaucoup de conscience et d'humanité* », annonce le renfort de deux compagnies de CRS supplémentaires et prie les associations qui tentent de porter secours aux migrants « *d'aller déployer ailleurs leur savoir-faire* ». Depuis de nombreux témoignages et plaintes ont fait état de persécutions policières quotidiennes à l'encontre des migrants, femmes et enfants compris, mais l'État policier de Macron et Collomb se construit chaque jour un peu plus dans le mensonge et la duplicité.

Rassembler une avant-garde

L'abstention massive prouve que des millions de travailleuses et de travailleurs ont refusé de choisir entre Le Pen et Macron, puis entre les candidats des partis usés (LR, PS) et des « mouvements » constitués autour d'un chef (FN, LREM, LFI). Mais elle n'implique pas que Macron et son gouvernement soient automatiquement frappés d'impuissance et condamnés à louvoyer. Cette abstention massive n'implique pas plus le déferlement automatique de la classe ouvrière et de la jeunesse, contrairement à ceux qui annoncent déjà un troisième tour social. Il ne s'agit que d'une possibilité, entièrement déterminée par le combat politique : soit la classe ouvrière et la jeunesse parviennent à bousculer le dispositif des appareils politiques et syndicaux en s'organisant pour se frayer leur propre chemin, soit le troisième tour social se réduira à la pantalonnade des journées d'action pour accompagner les négociations des mesures scélérates par toutes les directions syndicales.



Macron et Mailly, salon de l'agriculture, 3 mars 2016 / photo AFP

Toutefois, la marche forcée de Macron pour rendre des marges au capitalisme français en s'attaquant à la classe ouvrière et à la jeunesse au pas de charge n'est pas sans risque pour la bourgeoisie. Aveuglé par la facilité de sa conquête du pouvoir, qui est pourtant bien moins le produit de ses propres mérites que celui de la décomposition avancée des partis bourgeois et réformistes, il ne doute pas un instant de sa puissance. « Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre », disaient déjà les Romains.

Le barrage mis en place par les partis sociaux-impérialistes, les directions syndicales et leurs adjoints centristes pour bloquer, empêcher la centralisation du combat de la classe ouvrière et de la jeunesse contre Macron et son gouvernement peut être balayé. Il faut regrouper l'avant-garde qui est dispersée et paralysée (dans le Front social, LFI, LO, le NPA…) sur les mots d'ordre :

Dirigeants syndicaux, quittez immédiatement les négociations des mesures scélérates du gouvernement !

Pour battre le patronat et le gouvernement Macron-Philippe à son service, préparons l'auto-organisation et la grève générale !

29 juillet 2017

pour suivre l'actualité
groupemarxiste.info
pour prendre contact avec le GMI
groupe.marxiste.inter@gmail.com

Universités Non à l'austérité et la sélection !

Le gouvernement a décidé d'économiser 331 millions d'euros sur le budget alloué à l'enseignement supérieur et la recherche, dont 180 millions dans le seul ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Ici, 20 millions seraient ponctionnés sur différents programmes, mais principalement 160 millions seraient raflés sur des crédits mis en réserve par précaution. En effet, les universités et les organismes ont été encouragés à faire des réserves pour se garantir des éventuels accidents de parcours, et ces réserves se sont faites aux dépens de leurs besoins de fonctionnement (entretien des bâtiments, recrutement de personnels, financement de l'enseignement et de la recherche, etc.). C'est comme si on disait aux gens de se serrer la ceinture et d'épargner par précaution une partie de leurs revenus, et ensuite on décidait de baisser leur salaire sous prétexte qu'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté.

Avec les « responsabilités et compétences élargies » (RCE) introduites par la loi Fioraso, les universités sont devenues propriétaires de leurs bâtiments et payeuses de leurs personnels, deux postes budgétaires qui étaient auparavant à la charge de l'État. En pratique, elles se sont vues incapables de faire face à la montée de ces dépenses non compensées par l'État (augmentation du nombre d'étudiants, ou « glissement vieillesse et technicité » : à cause du recul de l'âge de la retraite et du rétrécissement des recrutements, l'âge moyen des personnels augmente, donc leur échelon salarial tend à monter). Plusieurs universités sont en état de faillite et placées sous tutelle de la rectrice ou du recteur (représentant/e de l'État dans les régions en matière d'enseignement). De nombreuses autres renoncent à entretenir des bâtiments, ou diminuent les heures d'enseignement dispensé aux étudiants, ou ne remplacent pas les départs à la retraite, faisant plutôt appel aux heures supplémentaires des enseignants-chercheurs (ce qui réduit le temps consacré à la recherche) et aux emplois précaires dans les autres catégories. Le gouvernement a aussi l'intention d'introduire des emplois temporaires d'enseignants-chercheurs, sur le modèle du « contrat de mission ».

Par ailleurs, des dizaines de milliers de bacheliers ne parviennent toujours pas à s'inscrire à l'Université ; le 21 juillet, ils étaient encore 65 000, dont 39 000 candidats à des filières « non sélectives ». En effet, de nombreuses filières, en particulier celles fort prisées comme la psychologie ou les STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives), appliquent un « numerus clausus », limitant le nombre d'inscrits, en particulier par tirage au sort des candidats. Cette politique est justifiée au nom des « capacités limitées », c'est-à-dire la mise en oeuvre de l'austérité imposée par le gouvernement, ou par les débouchés restreints de ces formations, ce qui revient à réduire l'enseignement supérieur à un pourvoyeur de force de travail conforme aux besoins du capital, alors que son rôle devrait être d'instruire des citoyens libres. Le gouvernement compte instaurer la sélection par « prérequis » à l'entrée en licence : pour entrer dans telle filière, il faut avoir telle série de baccalauréat, ou avoir obtenu celui-ci avec une moyenne supérieure à un seuil.

Ce projet de sélection à l'entrée en licence s'appuie sur la sélection en première année de master instaurée par le gouvernement Hollande-Valls, avec l'appui ouvert de plusieurs syndicats (CFDT, UNSA, FSU, UNEF) et le semblant d'opposition des autres (CGT, FO, SUD). Celle-ci est mise en oeuvre toujours au nom des « capacités limitées » ou des « débouchés restreints » ; les étudiants refusés sont réduits à s'inscrire dans un master d'une autre spécialité que la leur, voire dans un master « dépotoir ».

L'austérité budgétaire et la sélection sont la continuation d'autres mesures comme les RCE, les pouvoirs accrus des présidents d'université, le développement de la recherche sur contrats (aux dépens des crédits récurrents des laboratoires), l'explosion des emplois précaires, etc. Cette politique menée depuis de nombreuses années vise à privatiser et rentabiliser le service public d'enseignement supérieur et de recherche ; au lieu d'élaborer et transmettre des connaissances au bénéfice de la société entière, il devrait former une main d'oeuvre aux « compétences » adaptées aux besoins du patronat (ou des ministères) et fournir à bon marché des prestations de recherche appliquée au bénéfice des entreprises privées ; tout cela en coûtant le moins possible à l'État.

Le mouvement ouvrier doit réaliser l'unité contre ces mesures et pour abroger toutes les autres instaurées par les précédents gouvernements.

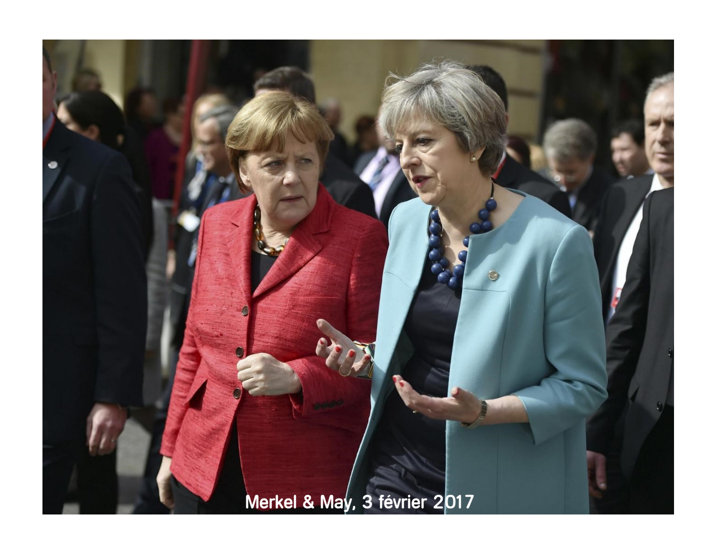
Non à la sélection et au tirage au sort ! Droit pour tout bachelier de s'inscrire dans la licence de son choix ! Droit pour tout titulaire d'une licence de continuer dans le master de sa spécialité ! Création des postes nécessaires d'enseignants-chercheurs et de BIATSS !

Abrogation des lois Pécresse et Fioraso, des RCE ! Renationalisation des bâtiments et de la masse salariale des universités ! Dissolution de l'ANR, de l'HCERES et de toutes les agences gouvernementales d'orientation de la recherche !

Syndicats des personnels et des étudiants, ne négociez pas les attaques ! Rompez la soi-disant concertation avec le gouvernement ! Préparez la grève générale ! Assemblées générales démocratiques !

26 juillet 2017

Grande-Bretagne Les élections législatives du 8 juin


Merkel & May, 3 février 2017

Le Royaume-Uni d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Irlande du Nord et d'Écosse conserve des traits féodaux : le chef de l'État est un monarque, la deuxième chambre parlementaire est la Chambre des Lords (nobles, prélats de l'Église anglicane, personnalités nommées par les chefs du gouvernement), etc.

Les élections législatives désignent les 650 députés de la « Chambre basse » ou « Chambre des communes ». Une majorité de 326 sièges est donc nécessaire pour atteindre la majorité absolue. La désignation est uninominale à un tour : dans chacune des 650 circonscriptions, la/le candidat/e qui obtient le plus de voix est élu/e. Depuis les législatives de 2015, le Conservative Party (CP, Parti conservateur) avait la majorité absolue avec 330 sièges.

Ce parti, comme le parti gaulliste en France, a toujours été divisé sur la question de l'Union européenne. Le Premier ministre Cameron qui était plutôt favorable au maintien dans l'Union européenne, avait joué avec le feu en organisant un référendum en juin 2016 pour contrer l'aile europhobe de son propre parti et le parti xénophobe UKIP [voir *Révolution communiste* n° 17]. À la suite du vote légèrement majoritaire (51,9 %) pour la sortie de l'Union européenne, il avait démissionné et le parti avait confié le gouvernement à Theresa May [voir *Révolution communiste* n° 18].

Des élections anticipées

May vient de confirmer, comme Cameron précédemment (et Fillon en France), que les partis bourgeois les plus expérimentés se trompent parfois lourdement. Un an après le référendum, la Première ministre conservatrice a convoqué des élections générales anticipées le 8 juin 2017. Cette manoeuvre politique résumée par le slogan de campagne *« un leadership fort et stable »* était destinée à renforcer sa majorité au Parlement pour négocier un « hard Brexit » (refus de la libre circulation des Européens entre le Royaume-Uni et le continent) face à l'UE avant que la situation économique et politique se détériore.

> *La Grande-Bretagne a connu des élections législatives il y a seulement deux ans. À ce moment-là, le pays était un pont entre l'Union européenne et l'Amérique d'Obama. Il était en reprise économique après des années de détérioration du niveau de vie. L'indépendance de l'Écosse était écartée… Aujourd'hui, la Grande-Bretagne est dans une situation bien différente. Le vote pour le Brexit l'oblige à quitter son plus grand partenaire commercial et à se recroqueviller vers d'autres, dont des États-Unis moins bien disposés. L'économie a mieux tenu que la plupart pronostiquait, mais la croissance ralentit, les investisseurs sont inquiets. L'union est de nouveau ébranlée.* (*The Economist*, 3 juin 2017)

De fait, l'inflation est en hausse depuis le référendum (2,7% depuis un an) et la livre a perdu 12 % par rapport aux autres principales devises depuis un an. May souhaitait aussi profiter de la faiblesse supposée du Labour Party (LP, Parti travailliste) qui depuis le Brexit perdait élection partielle après élection partielle.

Aux États-Unis, Trump a gagné les primaires en dénonçant les « élites de Washington », en affichant une xénophobie répugnante et un protectionnisme assumé qu'il ne peut appliquer que partiellement [voir *Révolution communiste* n° 23]. En France, les quatre premiers candidats à la présidentielle (Macron, Le Pen, Fillon et Mélenchon) dénonçaient tous « le système », aucun le capitalisme et tous brandissaient le drapeau tricolore. En Grande-Bretagne, aucun des deux premiers partis ne s'en prenait au capitalisme non plus et le Parti conservateur a tourné casaque en tempérant la doctrine libérale qui servait à justifier depuis un quart de siècle les attaques contre la classe ouvrière.

> *Le Premier ministre, Theresa May, a présenté le « manifeste » - en français, on dirait le programme - du Parti conservateur, qui marque une rupture majeure avec la philosophie du laisser-faire chère à Margaret Thatcher… Dans le prolongement du vote pour le Brexit, elle s'est assignée pour mission de prendre en compte les échecs économiques et culturels de la gouvernance libérale en Grande-Bretagne depuis la fin de la Guerre froide en rééquilibrant le rapport de l'État nation à la globalisation. On peut même dire qu'il émane du manifeste un fort parfum de populisme. Il déclare que « plutôt que de poursuivre un programme fondé sur un supposé espace central défi-*

ni et délimité par les élites de Westminster, nous gouvernerons conformément aux intérêts de la plus grande partie de la population britannique ». Le manifeste ajoute également que les conservateurs auront le souci d'aider «les familles des travailleurs ordinaires» qui « ont trop longtemps été ignorées par les politiciens et par ceux qui disposent du pouvoir ». Ce qui est au coeur des efforts de Theresa May pour s'adresser à l'électorat ouvrier des travaillistes, c'est le patriotisme... Le manifeste inclut nombre de mesures politiques qui tendent à instaurer un État plus interventionniste... (*Le Figaro*, 25 mai 2017)

Une opposition donnée perdante

L'UKIP, dont le but principal était le Brexit, est paradoxalement déstabilisée par le référendum. Le Labour Party (LP, Parti travailliste) était affaibli par les décennies de trahison précédentes et par sa défense de l'unité du royaume contre le particularisme écossais [voir *Révolution communiste* n° 14]. Les grands médias considéraient que le sursaut de la base et de la jeunesse, désignant en septembre 2015 comme « leader » un « rouge » (en fait un représentant de l'aile gauche du réformisme), Jeremy Corbyn, ne pouvait que lui faire perdre toute consultation électorale. Les sondages d'avril 2017 donnaient d'ailleurs au LP 21 % de retard sur le CP.

Depuis sa désignation, Corbyn n'avait que mollement réagi aux attaques forcenées de l'aile droite, les blairistes qui contrôlent l'appareil et le groupe parlementaire du LP. La fraction de Corbyn, Momentum, est dénuée de toute démocratie, par crainte que les jeunes et les travailleurs s'en emparent et avancent un programme incompatible avec la monarchie, l'État bourgeois et le capital britannique.

Corbyn a repris pour les législatives la rhétorique traditionnelle du Parti travailliste d'avant Blair : promesses aux travailleurs (qui ne sont généralement pas tenues une fois qu'il accède au gouvernement), politique étrangère moins agressive (un engagement jamais tenu) et confiance absolue dans l'État bourgeois. La seule nouveauté était la revendication d'un Brexit modéré (qu'il partage avec le Parti libéral-démocrate et toute une aile des conservateurs) : acceptation de la liberté d'installation des ressortissants de l'UE en échange de l'ouverture des frontières de l'UE aux marchandises britanniques.

Le manifeste électoral du LP (*Pour le plus grand nombre, pas la minorité*) avançait l'augmentation du salaire minimum, la renationalisation de certains secteurs de l'économie, la gratuité des frais d'universités, etc. Il a réuni des meetings de masse pour la première fois depuis 1983 et même attiré dans le parti des dizaines de milliers de nouveaux membres qui n'ont pas vécu les trahisons répétées depuis 1914 de de ce vieux « parti ouvrier bourgeois » (ouvrier par sa base électorale et ses liens avec les syndicats de salariés, bourgeois par son programme depuis sa naissance).

> *Certes, le Labour est en majeure partie composé d'ouvriers. Mais, est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat. De ce point de vue, le seul juste, le Parti travailliste est un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réactionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers.* (Lénine, *Discours au 2e congrès de l'Internationale communiste sur l'affiliation au Parti travailliste*, 6 août 1920)

Le Parti travailliste aurait très fortement grossi passant de 570 000 membres au printemps 2017 à près de 720 000 après le 8 juin, ce qui peut faire rêver un parti français comme LFI sans implantation solide, sans

Résultats en voix et en proportion des suffrages exprimés

Parti	Voix 2017	% 2017	Voix 2015	% 2015	Écart en %
Conservative Party	13 650 900	42,4	11 300 303	36,8	+5,6
Labour Party	12 858 652	40	9 344 328	30,4	+9,6
Liberal Democrats	2 368 048	7,4	2 415 888	7,9	-0,5
SNP	977 569	3	1 454 436	4,7	-1,7
UKIP	593 852	1,8	3 881 129	12,6	-10,8
Green Party	524 604	1,6	1 157 613	3,8	-2,2
Autres	874 936				

parler du PS qui est de nouveau exsangue et du PCF au déclin inexorable.

Mais il est impossible de répondre aux aspirations des travailleurs et des futurs travailleurs en respectant la monarchie, la Chambre des Lords, les privilèges de l'Église anglicane (Church of England), l'espionnage et la répression de l'appareil de l'État, les interventions militaires contre d'autres pays (Irlande, Syrie, Irak, Afghanistan…) le maintien dans l'OTAN, la domination de l'économie (et de la politique) par les grands groupes capitalistes britanniques de l'industrie, du commerce et de la finance.

Or, le manifeste travailliste ne reposait pas sur la lutte des classes, n'envisageait aucune perspective socialiste et promettait même 10 000 policiers supplémentaires (*For the many, not the few*, p. 5, p. 75), la modernisation de l'armement nucléaire Trident (p. 119), l'engagement de porter à 2 % du PIB le budget de l'armée (p. 120), l'appui de l'État à l'industrie d'armement (p. 120-121), l'augmentation de la rémunération des mercenaires de l'armée de métier (p. 121).

Les aléas de la période électorale

Les travailleurs ont été précarisés et les syndicats (unis dans la confédération unique TUC qui soutient le LP) affaiblis, tant par les gouvernements conservateurs que travaillistes. Sous couvert de « libéralisme », l'austérité budgétaire a concerné les services publics (étranglement du NHS, diminution du financement des collectivités locales, hausse considérable des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur…) tandis que les impôts des riches étaient allégés, les dépenses militaires accrues et que les banques étaient sauvées par l'argent public.

La classe ouvrière a arraché le droit de vote lors de la vague révolutionnaire internationale qui a suivi la 1re Guerre mondiale. Comme tout grand parti bourgeois, le CP a donc besoin d'une base électorale plus large que les patrons, les généraux et les évêques.

La petite-bourgeoisie qui est propriétaire de son logement en fait partie. Elle est en temps normal exemptée partiellement des impôts qui pèsent lourdement sur les salariés de base. Or, dans le programme électoral du Parti conservateur, figurent, outre la restriction de l'immigration qui est dans le droit fil du Brexit, un volet qui heurte une partie de son électorat traditionnel.

> *Parmi les mesures phares, une baisse drastique du solde migratoire et une série de sacrifices demandées aux retraités, coeur habituel de l'électorat conservateur. Son plan de financement de l'assurance sociale, passe par des sacrifices demandés aux retraités : exit à partir de 2020 la garantie d'augmentation des retraites de 2,5 % minimum par an (autre mesure mise en place par David Cameron) ; pour la première fois, le montant des frais pour les personnes âgées ayant besoin de soins à domicile tiendra compte de la valeur de leur lieu de vie ; enfin, l'allocation universelle de 300 livres versées aux « pensioners » pour l'achat de fuel l'hiver sera accordée en fonction de leurs moyens.* (*La Tribune*, 19 mai 2017)

Le calcul de May était que, même si le gouvernement faisait contribuer un peu plus les propriétaires âgés ou leurs héritiers pour les dépenses quand ils deviennent dépendants, ils n'iraient pas pour autant voter pour le Labour Party (LP, Parti travailliste). La presse conservatrice a dénoncé alors une *« taxe sur la démence »*, comme le rédacteur de l'*Evening Standard* Osborne, ancien ministre de l'économie (Chancellor of the Exchequer) écarté par May. Quatre jours plus tard, May reculait en fixant un plafond aux prélèvements.

Deux attentats islamistes ont frappé la population civile à Manchester le 22 mai (22 morts) et à Londres le 3 juin (10 morts). En règle générale, le terrorisme sert aux partis bourgeois à légitimer les atteintes aux libertés, le renforcement des corps de répression et les expéditions militaires (qui suscitent elles-mêmes des recrues pour Al-Qaïda, Daech et compagnie). À cette occasion, le Parti conservateur a subi l'inconvénient d'être au pouvoir et la Première ministre d'avoir réduit l'effectif de la police quand elle était ministre de l'Intérieur (Home Secretary) dans le gouvernement Cameron.

Des résultats inattendus

Le 8 juin, la participation augmente par rapport à 2015 : 68,7 % soit 2,6 points de plus, se rapprochant du chiffre record de 1997. Ce regain est dû à une forte



16 mai 2017, Corbyn présente le programme électoral du LP

implication de la jeunesse : 72 % des inscrits de 18 à 24 ans participent au scrutin, une première depuis 1987.

Les partis bourgeois (CP, LD, DUP, SNP, UKIP, AP, UUP...) regroupent plus de 17,6 millions de voix et le mouvement ouvrier (LP, SDLP...) nettement moins avec 12,9 millions de voix. Le Parti conservateur, même s'il progresse tant en voix (plus 2,35 millions) qu'en pourcentage n'a pas atteint son but, renforcer sa majorité absolue au Parlement. Au contraire, il la perd puisqu'il n'obtient que 318 sièges alors qu'il en faut 326. Le Parti libéral-démocrate qui s'en distingue par l'acceptation des migrations intra-européennes et son hostilité au Brexit a maintenu ses positions. Les nationalistes bourgeois écossais du Scottish National Party (Parti national écossais, SNP) chutent lourdement. Le Democratic Unionist Party (DUP, Parti unioniste démocratique) est le parti pro-impérialiste d'Irlande du Nord qui avait constitué des milices fascistes à partir des bigots et des fanatiques protestants contre l'IRA dans les années 1970-1980. Le DUP est toujours hostile au droit à l'avortement et au mariage homosexuel. Il progresse légèrement en voix (292 316) et gagne deux sièges.

Du côté du mouvement ouvrier, le Parti travailliste renforce considérablement son influence auprès des travailleurs (plus de 3,5 millions de voix) et en particulier chez les jeunes (71 % des votes des 18-24 ans). Le LP renoue avec son électorat traditionnel, à Londres et dans les grandes villes populaires du nord de l'Angleterre. Il sauve le bastion gallois qu'on disait menacé et reprend pied en Écosse dans les banlieues ouvrières. Les rares candidats de groupes se réclamant de la révolution (CL, SPGB, WRP...) n'obtiennent que quelques centaines de voix.

Après l'annonce des résultats et quelques tractations, May forme un gouvernement de coalition avec les unionistes du DUP qui ont 10 députés. Cette alliance de circonstance provoque de nombreux remous au sein du CP et en Irlande du Nord. En effet, elle risque de remettre en cause l'équilibre en Irlande du Nord obtenu par l'impérialisme britannique moyennant quelques concessions au parti nationaliste irlandais IRA-Sin Fein. Ces accords dits du « vendredi saint » maintiennent la division de l'île et le rattachement du nord à la Grande-Bretagne mais prévoient explicitement que le gouvernement britannique observe une stricte neutralité dans la vie politique. Or, une alliance avec le DUP la remet en question.

Ce gouvernement de coalition est fragile et de nouvelles élections anticipées ne sont pas à exclure, ni une démission de May au profit d'un autre dirigeant conservateur. D'ores et déjà, les négociations sur le Brexit qui commencent le 19 juin seront plus difficiles à mener pour l'État qui gère les intérêts communs des capitalistes britanniques. Le député conservateur Nigel Evans le résume ainsi le 9 juin : *« Nous ne nous sommes pas tiré une balle dans le pied, nous nous sommes tiré une balle dans la tête »*.

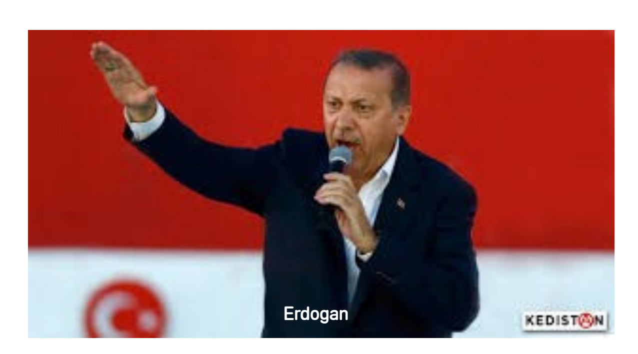
Les communistes ne s'opposent pas au vote pour le LP contre les partis bourgeois quand ils ne peuvent présenter leurs propres candidats, mais Corbyn n'en demeure pas moins un social-impérialiste et son parti reste au service de la bourgeoisie. Les organisations centristes font passer Corbyn pour un vrai socialiste, y compris celles qui avaient édifié autrefois contre le LP un front électoral avec les Frères musulmans (SWP) ou qui proclamaient voici deux ans qu'il était devenu un simple parti bourgeois (SPEW).

Ces élections ont servi d'exutoire aux masses qui restent prisonnières de leurs directions traditionnelles, les bureaucraties syndicales et le Parti travailliste (repeint en rose par les courants centristes). Un éventuel gouvernement de Corbyn ne ferait que trahir une nouvelle fois la classe ouvrière et rejeter en arrière les millions d'ouvriers et d'employés qui viennent ou reviennent au LP. Sauf si un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste est construit sur la base du programme communiste.

Au sein du Parti travailliste et en dehors, il faut regrouper l'avant-garde : Assemblées générales sur les lieux de travail, de vie et d'études pour discuter et décider ! Fin des expéditions militaires ! Ouverture des frontières aux travailleurs, aux étudiants, aux réfugiés ! République ! Armement du peuple ! Nationalisation sans indemnité ni rachat des groupes capitalistes ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !

10 juin 2017

Turquie Le référendum du 16 avril



Il est absurde de tirer sur une urne avec un pistolet. Mais il est encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes avec un bulletin de vote. (Lev Trotsky, *Où va la France ?*, 1934)

Au fur et à mesure que les buts impérialistes du régime d'Erdoğan sont devenus clairs, son autoritarisme s'est parallèlement accéléré. Erdoğan a exprimé à voix haute son but de régime présidentiel, particulièrement depuis qu'il est devenu président de la République. Ce but a été testé pour la première fois lors des élections du 7 juin 2015. Bien que les résultats de ces élections aient constitué une déception pour le régime d'Erdoğan, il n'a jamais renoncé à son dessein. La dictature d'Erdoğan, qui n'a pas apprécié ce résultat, a mis au rebut la démocratie bourgeoise et s'est ouvert des voies afin d'appliquer de fait le régime présidentiel en démarrant une sale guerre coloniale au Kurdistan et avec des attentats suicides à la bombe. Avec l'échec de la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet 2016, il a proclamé sa présidence de facto et s'est mis à l'appliquer. Suite au 15 juillet, le régime turc a évolué vers un modèle gouverné avec l'état d'urgence et les décrets (KHK, c'est-à-dire décision ayant valeur de loi). La nomination d'administrateurs (en remplacement de certains élus locaux), les purges, l'écrasement de toute opposition sociale avec une poingne de fer et la prise en otage de députés élus sont devenus un mode de gouvernance ordinaire. Pour protéger ce régime présidentiel de facto avec une base constitutionnelle, un processus référendaire avec le soutien du MHP (parti ultranationaliste) a été décidé. Une telle dérive autoritaire du régime d'Erdoğan et le fait de suspendre toute démocratie bourgeoise ne peuvent être expliqués par la volonté de pouvoir personnelle. Ils ne peuvent être compris sans prendre en compte les intérêts de la classe qu'il représente et de la conjoncture de guerre en rapport avec la crise qui s'aggrave sur le plan mondial. Ce processus ne constitue pas une déviation de la démocratie bourgeoise ; il s'agit des règles de fonctionnement ordinaires du système capitaliste-impérialiste.

Erdoğan n'a même pas réussi à persuader tout l'électorat de droite et à le rassembler en un front pour le référendum présidentiel qui rend de fait l'Assemblée nationale inopérante en concentrant les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires en une seule main. Malgré toute la pression effectuée sur le front du « non » et la campagne du « oui » qui a été menée avec tous les moyens de l'État, le référendum du 16 avril a été le scrutin qui a le plus inquiété Erdoğan depuis 2002. Même le MHP (regroupant les nationalistes kurdes et des courants socialistes) qui a donné un chèque en blanc au régime du palais n'a pas réussi à convaincre la totalité de sa base. Cela démontre que le régime d'Erdoğan ne parvient plus à obtenir l'approbation de la population pour ses politiques. Désormais, le régime d'Erdoğan ne peut plus survivre sans l'état d'urgence et les décrets.

Un large éventail du « non » s'est formé du CHP (kémaliste) au HDP, en passant par la quasi-totalité de la gauche socialiste, d'une partie non négligeable du MHP et de divers partis conservateurs de droite. Lors de la campagne référendaire, la campagne du « non » des forces de gauche socialistes a été menée avec une perspective qui n'a pas dépassé la ligne pacifiste et parlementariste. La ligne idéologique du « non » définie par le CHP n'a pas été dépassée. La campagne du « non » est emprisonnée par une clique bourgeoise demandant, face au pouvoir absolu d'Erdoğan, le retour ses anciens privilèges. Elle repose sur l'idéologie de la République, de la laïcité, de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit, éloignée de la lutte des classes et opposée au front unique ouvrier. Durant la campagne référendaire et pour ne pas effrayer la base nationaliste, aucun argument n'a été développé contre la guerre coloniale menée au Kurdistan, même par le HDP. La campagne du « non » n'a pas dépassé le discours pacifiste et démocratique. Nous l'avions précisé dans le précédent numéro de notre bulletin, dans un article publié avant le référendum (7 février, traduit dans *Révolution communiste* n° 21) :

> *Malgré toutes les pressions, les voix du « non » commencent à s'élever de façon audible de divers groupes et classes sociaux. Nous, communistes, à la différence de divers groupes et classes sociaux qui expriment le « non », devons organiser en pratique le « non » dans le cadre de notre programme et dans une perspective de classe. La majorité écrasante de l'aile qui défend le « non » exprime*



www.patronsuzdunya.com

PATRONSUZ DÜNYA

tarih yargıçsa işçi sınıfı infaz memurudur!

Proleter Devrimci Bülten — Sayı: 9 — Temmuz 2017

ADALET YÜRÜYÜŞÜ VE FAŞİZME KARŞI SINIF CEPHESİ

Sermayenin belli başlı gruplarıyla tarihsel ve organik bağları olan CHP'yi, aynı zamanda burjuva devletin asli kurucu unsuru olan bir parti olarak ele almak zorundayız. Bu yazıda kapsamlı bir CHP değerlendirmesi yapmaktan ziyade "Adalet" yürüyüşünün gönüllü bileşenleri olarak sahnedeki yerini alan sosyalist siyasetlerin tutumunu ele alacak ve kendi perspektifimizi anlatmaya çalışacağız.

CHP'nin önderlik ettiği adalet yürüyüşünde, CHP'nin yanı sıra çeşitli sosyalist siyasi gelenekler de katılım çağrısı yaparak yerini aldı.

Bu noktadaki eleştirilerimizi şöyle özetlemek mümkün: Her şeyden önce böyle bir çağrıyı yapmak, sermayenin saldırılarına karşı yönelebilecek toplumsal muhalefetin öznelerini CHP'ye hapsetmeye çalışmaktır. Yalnızca Erdoğan ve AKP karşıtlığı üzerinden bir demokrasi ve adalet mücadelesi yürütenler, emekçi kitlelerin bilincini bulandırmakta ve büyük bir yanılsamaya yol açmaktadır. Sınıf mücadeleleri tarihi, egemen sınıflar arasındaki fraksiyon çatışmalarında bir fraksiyonun diğerine üstün gelmek için mülksüzleri de peşine taktığı örneklerle doludur. Ancak egemen sınıfların içindeki bu fraksiyonlardan herhangi biri diğerine üstün geldiğinde, savaşırken desteğine ihtiyaç duyduğu mülksüzleri her zaman bertaraf etmiştir.

CHP'nin yürüyüşüne tükenmeyen bir aktivizmle iştirak ederek , yalnızca Erdoğan ve AKP karşıtlığı üzerinden adalet ve demokrasi talebini dile getirenler hangi amaca hizmet etmekte olduklarının farkında mıdır? Sermayenin bizatihi kendisi bir diktatörlüktür. Doğan, Zorlu, Eczacıbaşı, Koç, Sabancı... Bunların hepsi sermaye diktatörlüğünün baş aktörleridir. Kurucu bir merkez partisi olarak CHP'nin de tüm bu egemen sermaye gruplarla tarihsel-organik ilişkileri mevcuttur. İşte Adalet Yürüyüşü'nün taleplerini ve gidişatını böyle bir önderlik belirlemektedir.

Çağrıya açıkça destek veren sol siyasi yapıların önderlerine söyleyeceğimiz var: Adalet istiyorsan, önce burjuvazinin zincirlerinden kurtulmayı öğreneceksin. Çünkü bu yürüyüş bağlamında adalet, egemen sınıfın kendi egemenliğini sürdürme hukukundan başka bir şey değildir. Karşı çıkarak mücadele etmek zorunda olduğumuz burjuva devletten ve burjuva hukukundan "Adalet" talep etmek, biz komünistlerin işi değildir. Çünkü kapitalist sistemin kendisi adaletsizdir ve mekanizmanın temeli sömürüye ve eşitsizliğe dayanır.

Hayatın tüm güzellikleri mülk sahibi sınıfların elindeyken, emeğini satarak geçinmek zorunda olan emekçiler, yoksulluk ve açlık sınırında yaşarlar. Sigortasız ve güvencesiz çalıştırılan milyonlar vardır. Asgari ücret ise patronların lüks otellerde yedikleri bir akşam yemeğinin tutarı kadar bile değildir. Cam işçileri insanı öldüren sıcaklıkta nefeslerini tüketerek kuma can verirler. Bu işçilerin çalıştığı fabrikanın patronları ise, emek sömürüsünden kazandıkları paralarla Dubai'de yedi yıldızlı otellerde tatil yaparlar ve plajda güneşlenirken ayakları yanmasın diye kumsaldaki kumlar bile soğutulmaktadır. Emekçiler ise insana yakışmayan sefalet şartlarında ayakta kalmaya çalışırlar. Böylesi bir adaletsizliğe karşı meydan okumayan CHP'yle bir olmak ve sınıf mücadelesini göze almadan adalet mücadelesi vermek biz Devrimci Marksistlerin işi değildir.

Demokrasi ise sınıf karakteri olan ve belli bir sınıfın egemenliğini içeren rejime verilen isimdir. Sınıf olgusundan ayrı olarak bir demokrasiden sözedersek, burjuvazinin kurduğu tuzağa düşeriz. Egemen ideoloji sınıf aidiyetlerini belirsiz hale getirerek, burjuva sınıfının egemenliğini halkın egemenliği olarak sunmaktar. İşte tam da bu nedenlerle CHP'nin yürüyüşte talep ettiği demokrasisi, halkın egemenliği ve adalet anlayışı,yıpranan burjuva iktidarın tamir edilmesine yöneliktir. İsyan, devrim ve çzgürlük retoriklerini dillerinden düşürmeyen sol-reformist siyasetlerin aktivizmi ise bu amaca hizmet etmekte.

*son opposition en se fondant sur la République, la laïcité, l'ordre constitutionnel, l'État de droit, et les atteintes aux façons de vivre. En dernière analyse, ces revendications reviennent à dire « que l'AKP (*parti islamiste au pouvoir*) s'en aille, que l'ordre qui lui a permis de se former reste ».*

La gauche et les groupes socialistes qui sont entrés dans le processus référendaire sans perspective révolutionnaire n'ont pas réussi à porter l'opposition qui se développait après le référendum à un niveau plus élevé. Parallèlement à la crise du système, les groupes socialistes vivent une crise idéologique sérieuse. Au fur et à mesure que l'AKP s'enracine dans les parties laborieuses de la population, la gauche socialiste essaye d'exister et de s'organiser autour de l'axe des arguments politiques et idéologiques du CHP.

Le référendum du 16 avril a avant tout eu pour résultat la perte de légitimité du régime d'Erdoğan. Le résultat du référendum du 16 avril a été accepté avec une différence de 1,377 million de voix. Environ 1,5 million de bulletins non tamponnés et contestables ont été découverts. Lors des précédentes élections, des accusations de fraude répétées par une petite minorité avait été portées en public. Cette fois-ci, les masses ont pu voir que des fraudes avaient eu lieu lors du référendum. Au sujet des objections, Erdoğan a déclaré que *« celui qui avait pris le cheval avait déjà dépassé la ville d'Üsküdar »*, autrement dit que l'affaire était réglée. Le Haut conseil électoral a rejeté les réclamations. Les élections du 16 avril sont parmi les élections les plus contestables de l'Histoire politique de Turquie. L'existence et la légitimité du référendum, du Parlement, du système judiciaire, et plus généralement de tout l'appareil d'État de la bourgeoisie est remise en question par de larges masses. La principale leçon à tirer du référendum du 16 avril est que l'appareil d'État de la bourgeoisie et la démocratie bourgeoise ont perdu leur légitimité. Nous sommes entrés dans une phase où nous exprimerons à voix haute les alternatives révolutionnaires et où nous pourrons obtenir des réponses.

Dans 4 des 5 principales villes, le « NON » a gagné – à Bursa, le « OUI » a gagné de peu –. Dans les villes industrielles et au Kurdistan, malgré toutes les pressions et les fraudes, le « NON » l'a emporté. Cette situation montre que parmi les Kurdes pauvres et la classe ouvrière une dynamique d'opposition commence à voir le jour. Elle montre que les conditions sont présentes pour bâtir le front unique ouvrier des opprimés et de la classe ouvrière. Suite au référendum du 16 avril, des manifestations ont eu lieu pour protester contre ce référendum au résultat douteux. Mais ces manifestations n'ont pu être portées à un niveau plus élevé. Elles sont restées cantonnées à des régions précises et n'ont pu atteindre les quartiers ouvriers. Lorsque les manifestations de protestations contre le résultat du référendum ont commencé, le CHP a craint qu'elles prennent de l'ampleur et échappent à son contrôle. Il a pacifié les masses ainsi que sa base et a affirmé qu'il demanderait justice devant la Cour européenne des droits de l'Homme. La ligne générale des manifestations qui avaient adopté le slogan « non, c'est nous qui avons gagné » était l'annulation du référendum. Les groupes socialistes n'ont pu apporter une perspective et une ouverture révolutionnaire à ce processus : la revendication de base qui était exprimée demandait la réorganisation du système parlementaire qui avait perdu sa légitimité et la reconstitution du système judiciaire bourgeois.

La place des révolutionnaires est dans les usines ! Pas dans la marche du CHP !

La première chose qu'a entreprise Erdoğan après le référendum a été de prolonger l'état d'urgence. Avec le nouveau paquet de modifications constitutionnelles, il a obtenu une garantie constitutionnelle pour le régime de gouvernance avec l'état d'urgence et les décrets. Erdoğan, qui est revenu à la tête de son parti sans attendre 2019, essaye de concentrer tout le pouvoir entre ses mains afin de prévenir les fissures qui pourraient éclater au sein de son parti. Il ne peut plus gouverner sans l'état d'urgence et sans appliquer les décrets, autrement dit sans rattacher à sa personne tout l'appareil d'État. Il essaye de gouverner dans un contexte de crise incessante et alors que les conditions d'une guerre globale se réunissent de plus en plus et de surcroît avec une politique étrangère qui s'est totalement effondrée. Le régime d'Erdoğan est porteur de crises politiques. Il ne se maintient pas parce qu'il est très puissant. Il continue à gouverner parce qu'il n'y a pas d'alternative et qu'il n'y a pas de front révolutionnaire.

Erdoğan exprime, surtout depuis qu'il est devenu président de la République, de façon de plus en plus affirmée sa volonté de régime présidentiel. Il affirme toutes ses promesses politiques dans un contexte de régime présidentiel : afin de créer de l'approbation au sein de la population, il a lié tous les échecs et les évolutions défavorables à l'absence d'un régime présidentiel. Erdoğan présente désormais le système présidentiel en tant que baguette magique aux classes laborieuses : il retire une

à une toutes les promesses qu'il avait enfermées dans la bulle du régime présidentiel, comme la croissance économique, la prospérité, la tranquillité, et cette bulle est en train d'éclater. Le matériel politique qu'il a produit depuis des années sur le modèle du système présidentiel s'est épuisé. Il n'a plus de promesse politique qui pourrait produire de l'approbation au sein de la société pour son pouvoir.

La période de prospérité et de croissance de la première période du pouvoir d'Erdoğan est terminée. La raison réside dans la crise capitaliste qui a commencé en 2008 et qui ne cesse de s'aggraver. Cette crise grandissante, la guerre, le racisme, la répression et les régimes autoritaires s'étendent partout dans le monde. Le degré d'autoritarisme d'Erdoğan et la crise économique et sociale impossible à arrêter de Turquie ne peuvent être compris sans prendre en compte tous les pays où règne le capitalisme global. Malgré tous ses efforts, la dictature d'Erdoğan ne parvient pas à empêcher la récession économique, l'inflation et le chômage. Sous les conditions de l'état d'urgence, il s'attaque à toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Suite au référendum, une des premières actions du gouvernement a été d'entreprendre de transférer les indemnités de licenciement à un fonds pour, concrètement, les rendre inutilisables. Sous l'état d'urgence, les grèves sont régulièrement interdites.

Malgré les conditions de l'état d'urgence et la répression, la lutte des classes continue avec une vivacité bien visible. Ces actions sont la preuve que les conditions de crise ravivent les dynamiques de classe. Au début de l'année 2017, la grève EMIS avait été interdite par une décision du Conseil des ministres. Malgré l'attitude pacifiste et conciliante du syndicat, en raison de la pression de la base, la grève a de fait continué. L'accord signé comme un fait accompli par le syndicat derrière des portes closes et sans consulter la base a empêché la généralisation de la grève. Enfin, la grève des travailleurs du verre a également été interdite par une décision du conseil des ministres, mais les travailleurs ont tenu bon et ont continué à résister. Un accord a été trouvé entre le patron de Şişecam et le syndicat Kristal-İş et la grève s'est arrêté suite à des gains pour les travailleurs. Sous l'état d'urgence, les grèves et résistances qui démarrent par des revendications économiques sont interdits par décision du conseil des ministres. La lutte des travailleurs qui tiennent bon, les luttes qui commencent par des revendications économiques abritent en leur sein la dynamique d'une évolution vers une lutte politique contre les interdictions de l'État. Dans de tels cas, la bureaucratie syndicale qui craint une extension de la lutte vers d'autres usines ainsi que vers d'autres branches et d'avoir à faire face à l'État capitaliste adopte une position on ne peut plus conciliante et pacifiste. La bureaucratie syndicale, en enfermant la lutte dans les lieux de travail, cherche les voies de la conciliation la plus rapide possible sans en



venir à des moyens militants. L'absence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière se fait sentir. L'état d'urgence ne prendra pas fin avec les manifestations de masse de ceux qui demandent la démocratie mais avec la grève générale de la classe ouvrière. Si une telle grève générale de masse parvient à conduire les revendications d'autres parties de la population, la dictature peut trembler. Les luttes ouvrières qui résistent aux interdictions de grèves sont une dynamique qui peut ouvrir cette voie. En tant que révolutionnaires prolétariens, c'est ainsi que nous comprenons nos tâches : nous avons pour but d'étendre à d'autres usines et branches les luttes qui continuent malgré l'interdiction. Nous voulons participer à l'effort qui pourra organiser le front unique ouvrier dans les conditions de la crise qui s'aggrave et des dynamiques de classe qui commencent à germer.

Le régime d'Erdoğan, dont tous les objectifs en Syrie se sont écroulés, se retrouve dans une position où il ne peut guère intervenir face aux YPG et au mouvement kurde. Erdoğan, dont la politique étrangère s'est effondrée, cherche, au moyen de cris de « Turquie forte » à renforcer le nationalisme, à relégitimer son pouvoir et à obtenir le soutien du front du « non » nationaliste de droite et de gauche. En raison de ces besoins, il agrandit la guerre coloniale au Kurdistan. Pour Erdoğan, il ne reste aucune autre carte que le racisme antikurde pour créer de la légitimité pour son pouvoir et pour empêcher que la crise et le chômage ne créent une explosion sociale. Cela porte en lui le potentiel de déclenchement de la dynamique d'une nouvelle rébellion au Kurdistan. Exposer cette sale guerre sur toutes les plates-formes, défendre le droit à l'autodétermination du peuple kurde, ne céder à aucune nationalisme de droite ou de gauche sont parmi les tâches internationales pour nous, révolutionnaires prolétariens.

Suite au résultat douteux du référendum, l'appareil d'État a perdu toute légitimité. Les meilleures conditions sont réunies pour expliquer aux larges masses la farce que constituent le Parlement et les élections. Dans ces conditions, défendre les points de vue qui visent à restaurer l'appareil d'État et lui ouvrir un nouvel espace de légitimité n'est pas une solution révolutionnaire. Les

revendications d'assemblée constituante libre ou bien de soutien à la marche pour la justice du CHP exprimées par la gauche socialiste n'ont rien signifié d'autre que la restauration de l'appareil d'État qui avait perdu sa légitimité en s'associant à une partie de la clique bourgeoise qui n'appréciait pas cette situation. Restaurer la démocratie bourgeoise n'est pas la tâche des communistes. Certes, il est impossible de séparer la défense de la démocratie de la lutte des classes. Cependant, la vérité oubliée est que les communistes, pour obtenir les droits qui leur sont nécessaires, se servent de leurs propres outils et des revendications transitoires qui mettent en cause le fonctionnement de l'État capitaliste. L'état du pouvoir de l'AKP actuel n'est pas une déviation de la démocratie bourgeoise, il s'agit du résultat inévitable de la démocratie bourgeoise.

La tâche des communistes, dans la Turquie où tous les appareils démocratiques bourgeois de l'État ont perdu leur légitimité, est de travailler à construire les organes soviétiques qui constituent la fondation de l'État ouvrier. De se mobiliser pour la construction des appareils soviétiques de démocratie directe et d'auto-organisation. En Turquie, tous les appareils de la démocratie bourgeoise ont perdu leur légitimité. C'est le problème de la bourgeoisie. Notre tâche à nous, communistes, est de construire et d'étendre les outils d'auto-organisation tels que les forums, les conseils, les comités ou les assemblées dans les campus, les quartiers ou les bassins d'emploi. De s'organiser autour des revendications transitoires qui questionnent l'existence de l'État capitaliste. La revendication d'une assemblée constituante libre peut être une revendication du moment des libéraux, des représentants politiques des cliques bourgeoises qui veulent recouvrer leurs anciens privilèges, des réformistes et des sociaux-démocrates mais ne peut contribuer en rien à la lutte de la classe ouvrière et ne peut être une revendication des communistes.

Bien que les visées impérialistes du régime Erdoğan se soient effondrées en Syrie, et bien qu'il soit la partie perdante sur la scène syrienne, il ne renoncera pas à réclamer sa part lors du partage impérialiste qui se profile au Moyen-Orient. Le combat des communistes n'est pas de s'opposer aux politiques guerrières des opérations militaires menées à l'intérieur et à l'extérieur du pays seulement sur un axe libéral avec un discours pacifiste. Le véritable ennemi n'est pas à l'extérieur mais à l'intérieur ! Nous sommes les représentants d'une tradition que l'on peut résumer par l'expression « retourner son arme contre son État bourgeois ». Il est de notre responsabilité historique et de notre obligation révolutionnaire de travailler de toutes nos forces pour l'agitation et la propagande contre la guerre sur l'axe du défaitisme révolutionnaire qui est notre héritage bolchevik. La dictature d'Erdoğan qui, suite au référendum, a concentré entre ses mains tous les appareils de la gouvernance de l'État peut se durcir comme jamais lors des périodes de guerre ou d'explosion sociale. Le fait qu'il tient prêt ses groupes armés civils fascistes est une vérité visible. Les forces révolutionnaires n'ont d'autre choix que d'organiser les milices ouvrières pour assurer leur auto-défense. Nous faisons face à un pouvoir qui, suite au référendum, a obtenu une garantie constitutionnelle et qui cherche à faire perdurer le système d'exploitation en transformant la vie des opprimés et des travailleurs en esclavage. Nous entrons dans cette période en l'absence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière et du front unique ouvrier.

Nos références historiques et politiques proviennent du programme des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste, celui de la Quatrième internationale qui a permis sa continuité, en particulier le manifeste rédigé par Trotsky en 1940. La seule condition pour maintenir notre existence politique est d'organiser des noyaux communistes au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse et continuer notre chemin sans concession sur la propagande communiste, l'agitation et l'organisation sur l'axe de construction d'un parti et d'un front unique.

Le bolchevisme vaincra ! La dictature sera renversée par les ouvriers en lutte ! Le programme de la 4e Internationale nous montre la voie !

28 mai 2017
(Patronsuz Dünya, Monde sans patron / Turquie)



Programme de 1938 de la 4e Internationale (*Cahier révolution communiste* n° 5) et Manifeste de 1940 de la 4e Internationale (*Cahier révolution communiste* n° 12) chaque brochure 2 euros auprès des militants ou 3 euros par la poste

Dix thèses pour un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste au Canada

1



La bourgeoisie menace d'entraîner l'humanité dans sa chute. Dans les pays capitalistes avancés, elle revient même sur les acquis que la classe ouvrière a arrachés après la 2e Guerre mondiale. Comme toutes les classes dominantes du monde, celle du Canada connait des divergences en son sein sur l'attitude envers les autres classes (classe ouvrière, encadrement, petite bourgeoisie traditionnelle…) et elle se divise sur sa relation aux autres bourgeoisies (Grande-Bretagne, États-Unis, Union européenne, Chine…). En outre, elle est plus hétérogène que la plupart de ses rivales impérialistes car une section met en cause l'État fédéral (comme en Espagne, en Belgique ou en Grande-Bretagne).

Le grand capital canadien, qui oriente la politique de tous les gouvernements bourgeois successifs, a accepté en 1949 l'alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) puis a choisi l'ouverture des frontières avec la signature en 1992 de l'Accord de libre-échange nord-américain, en 1994 des accords de l'OMC, en 2016 du Partenariat Pacifique, en 2016 également de l'Accord Économique et Commercial Global. Le président des États-Unis a refusé en 2017 de ratifier le Partenariat Pacifique, ce qui prouve que les travailleurs, ni aux États-Unis ni au Canada, n'ont à choisir entre protectionnisme et libre-échange, pas plus qu'entre inflation et compression budgétaire.

La représentation politique de la classe dominante canadienne, bien que divisée entre le Parti Libéral/Liberal Party (PLC/LPC), le Parti Conservateur/Conservative Party (PCC/CPC) et le Parti Québécois (PQ), mène depuis les années 1980 une offensive continue contre les travailleurs. Tous les gouvernements bourgeois successifs renforcent l'appareil de répression : RCMP/GRC, polices municipales, SCIS/SCRS, Canadian Army/Armée Canadienne (3 % du budget de l'État fédéral)…

2

Or, en face de l'État bourgeois, il n'existe pas de véritable parti ouvrier, c'est-à-dire radicalement opposé à l'ensemble des capitalistes et travaillant à l'émancipation de tous les travailleurs. La représentation traditionnelle des salariés, le New Democratic Party/Nouveau Parti Démocrate (NDP/NPD) est un parti de type travailliste, un parti ouvrier bourgeois dès son origine (1961). Son programme est bourgeois car il accepte le capitalisme depuis sa fondation. Son ancêtre CCF a soutenu sa bourgeoisie impérialiste lors de la 2e Guerre mondiale. La bureaucratie politique qui contrôle le NDP/NPD est liée aux bureaucraties syndicales (surtout anglophones) ; sa défense inconditionnelle de l'État fédéral au compte de la section majoritaire des exploiteurs a largement repoussé les exploité-ées francophones et divisé la classe ouvrière canadienne.

Les bureaucrates syndicaux du Congrès du travail du Canada (CTC/CLC), de la Fédération des Travailleuses et Travailleurs du Québec (FTQ) et de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) ont de fait accompagné la contre-offensive sociale en multipliant les concessions aux patrons et à l'État bourgeois.

3

Il n'y a plus d'organisation marxiste internationaliste digne de ce nom, inspirée par la Commune de Paris de 1871 et la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, comme l'avaient été, au sortir de la 1re Guerre mondiale, la section canadienne de l'Internationale Communiste (Communist Party/Parti Communiste) puis celle de la 4e Internationale (Workers Party of Canada, ensuite Socialist Workers League).



La direction opportuniste de la 4e Internationale d'après-guerre (Pablo, Mandel, Frank…) mise en place par Cannon (le principal dirigeant de la section américaine SWP) a encouragé l'adaptation de la section canadienne (RWP) au parti travailliste de l'époque (CCF). La liquidation de la 4e Internationale dans les années 1950-1960 et la régression de toutes ses composantes vers le nationalisme et le réformisme ont assuré au Canada la survie de l'anarchisme et du stalinisme (PCR/RCP) et conduit à un éclatement inédit du « trotskysme ».

Le Groupe Socialiste des Travailleurs (QI lambertiste) s'est dissous en 1987 dans le NPD. La Riposte/Fightback (TMI grantiste), Alternative Socialiste/Socialist Alternative (CIO grantiste), International Socialists (TSI cliffiste), Gauche Socialiste (QI pabliste), la Ligue Communiste/Communist League (liée au SWP castriste des États-Unis) sont à la remorque des bureaucraties syndicales, des réformistes du Nouveau Parti Démocratique ou sont ralliés à



Québec Solidaire. La Ligue Trotskyste/Trotskyist League (LCI robertsoniste) et le Parti de l'Égalité Socialiste/Socialist Equality Party (QI healyste) sont pour leur part embourbés dans le sectarisme.

4

Cet éparpillement décourageant, accentué par le désarroi engendré dans la classe ouvrière par la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, ne sera pas surmonté par la recherche d'un « plus petit dénominateur commun », car celui-ci conduirait à l'abandon du programme (révisionnisme) qui est justement à l'origine de cette situation. La tâche est de rassembler sur la base du programme communiste international les militants-tes, tendances, fractions et groupes sincèrement révolutionnaires, actuellement dispersés, en combattant fermement les multiples directions centristes ou sectaires. Il y a en effet une nécessité urgente pour la formation d'une organisation de tout le Canada qui saura éviter à la fois les pièges de l'opportunisme et du gauchisme.

5

La pause dans le militarisme entamée par l'impérialisme canadien après sa participation à la guerre de Corée contre la révolution chinoise s'est achevée avec l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Aujourd'hui, une des priorités pour le prolétariat est d'imposer le front unique aux organisations ouvrières de masse (partis et syndicats) contre l'intervention militaire (marine, aviation, forces spéciales) en Irak et en Syrie entamée par le gouvernement Stephen Harper (Parti Conservateur), poursuivie par le gouvernement Justin Trudeau (Parti Libéral), approuvée par le Bloc Québécois.

6

Le Mexique, les États-Unis et le Canada résultent tous de la colonisation brutale de l'Amérique du Nord opérée du 16e au 18e siècle par les monarchies espagnole, française, néerlandaise et britannique au détriment des populations indigènes. Ce processus fut partie intégrante de l'accumulation primitive du capital.

Toute organisation communiste internationaliste doit défendre les droits des nations autochtones opprimées et dépossédées depuis des siècles. Nous défendons leur autonomie culturelle, la préservation de leur environnement et leur droit à l'autodétermination, même si en pratique celui-ci peut s'avérer difficile à réaliser étant donné la dispersion des nations autochtones sur le territoire canadien.

Nous dénonçons leur instrumentalisation tant par les chauvins canadiens que par les nationalistes québécois. Lors du dernier référendum sur la souveraineté du Québec en 1995, le gouvernement canadien a tenté d'utiliser les inquiétudes légitimes des peuples autochtones par rapport à la séparation du Québec et à leurs droits dans un éventuel Québec indépendant dans le but d'entraver le droit à l'autodétermination du peuple québécois. Le Canada était présenté de manière hypocrite et démagogique comme un « rempart » pour les droits des Premières Nations !

Le Parti Québécois insistait sur l'intégrité territoriale du Québec suite à la sécession, ce qui ne laissait pas beaucoup de place à l'autodétermination des Autochtones. Nous considérons pour notre part les bourgeoisies canadienne et québécoise comme étant des oppresseurs à parts égales des Premières Nations.

7

L'État capitaliste du Canada est né de l'échec des révolutions démocratiques de 1837-1838 menées par les populations anglophone et francophone contre la monarchie anglaise. Il a été historiquement imposé par la force à la minorité francophone. Le Collectif Révolution Permanente, dans la tradition de l'Internationale communiste et de la 4e Internationale, défend le droit du Québec à l'autodétermination, y compris à la sécession et à la formation d'un État indépendant si telle est sa volonté. Ses partisans s'opposent résolument à toute tentative de l'État fédéral capitaliste canadien d'empêcher le peuple québécois de décider de son avenir et de garder le Québec de force à l'intérieur de la confédération. Le chauvinisme de grande nation du Canada anglais, qui est dominant au sein de l'État canadien et donc encore plus dangereux que le nationalisme étroit du Québec, est un poison pour l'unité de la classe ouvrière canadienne contre les capitalistes anglophones et francophones. La loi sur la Clarté référendaire promulguée en 2000 par le gouvernement libéral fédéral de Jean Chrétien est une attaque sérieuse contre les droits nationaux du Québec, car elle permet au gouvernement fédéral de s'ingérer dans la formulation de la question référendaire et de déterminer la majorité nécessaire pour déclarer l'indépendance du Québec. Le Québec a été historiquement une nation opprimée et pendant des décennies bon nombre de travailleurs-ses québécois-ses

ont été obligés de travailler en anglais et étaient moins bien payés que les anglophones.

Cette oppression nationale a été largement surmontée depuis la « Révolution tranquille » des années 1960 et les politiques linguistiques qui ont fait du français la langue officielle du Québec. Les principales victimes de discrimination sont les travailleurs-ses immigré-es à l'échelle fédérale. Les Québécois ne subissent plus de discrimination systématique en raison de leur langue et la bourgeoisie québécoise s'est largement développée au point d'exporter des capitaux dans les pays dominés. Néanmoins, le droit à l'autodétermination nationale du Québec est toujours combattu par le gouvernement canadien. C'est pourquoi les communistes internationalistes du Collectif Révolution Permanente au Canada défendent ce droit démocratique et légitime, seul moyen d'assurer l'unité de la classe ouvrière de tout le Canada, sans pour autant appeler à l'indépendance du Québec, parce que ce dernier ne subit plus de domination coloniale. Le nationalisme québécois doit être combattu au même titre que le chauvinisme canadien-anglais, car il vise à faire des bourgeois québécois les exploiteurs exclusifs de « leur » classe ouvrière et sème des illusions envers un mythique Québec indépendant qui serait une « libération » pour le prolétariat québécois francophone. Le cadre géographiquement le plus large est favorable à la lutte de la classe ouvrière mais il ne doit pas être imposé. Notre but est non de multiplier les frontières mais de les supprimer par la révolution prolétarienne.

8

Le danger potentiel que recèle le nationalisme québécois est révélé par l'émergence des « identitaires ». Depuis au moins une dizaine d'années un fort courant fascisant s'est développé au sein du nationalisme québécois face à l'immigration musulmane. Ce courant se nourrit de la montée du FN français et des mouvements xénophobes européens qui surfent sur l'islamophobie. L'islam est considéré comme une menace pour les « valeurs et l'identité québécoises », comme si toutes les Québécoises et tous les Québécois avaient les mêmes valeurs, peu importe leur classe sociale. Ce courant politique est complètement réactionnaire, xénophobe et dangereux. Il a conduit à l'attentat de janvier 2017 contre une mosquée faisant 6 morts et 8 blessés à Québec. C'est un poison pour la classe ouvrière, car il mine la nécessaire solidarité de classe avec les travailleurs et travailleuses immigré-es peu importe leur religion et leur origine ethnique et prépare des violences contre toutes les organisations ouvrières.

En 2013-2014, le PQ nationaliste bourgeois a joué la carte identitaire en voulant adopter une « Charte de la laïcité » dite aussi Charte des valeurs québécoises. Cette dernière voulait bannir les signes religieux de l'espace public, mais spécifiquement sa cible était le voile islamique. Les nationalistes identitaires se sont servis cyniquement et hypocritement des droits des femmes pour justifier la stigmatisation de l'islam perçu comme étant unilatéralement misogyne. Les marxistes internationalistes rejettent résolument cette rhétorique démagogique qui n'a rien à voir avec une quelconque défense des droits des femmes, mais cherche plutôt à diviser, en désignant les musulman-es comme bouc émissaire pour la crise historique du capitalisme. En même temps, nous nous opposons à ceux qui au Canada anglais utilisent ces dérives et dérapages d'une partie des nationalistes québécois pour promouvoir le chauvinisme antiquébécois. Les ouvriers, employés et chômeurs immigrés font partie de la classe ouvrière canadienne, comme la classe ouvrière canadienne fait partie du prolétariat mondial.

9

Les partisans du Collectif Révolution Permanente appellent à la rupture par le mouvement ouvrier de tout lien avec le PQ car aucune section de la bourgeoisie ne mérite le moindre appui de la part des travailleurs et de leurs organisations, y compris celles qui se cachent sous des oripeaux « progressistes ». Au Québec, le mouvement ouvrier est trop souvent enchaîné au Parti Québécois nationaliste bourgeois, par nationalisme bien sûr mais aussi parce que le PQ est perçu comme une sorte de substitut de parti social-démocrate qui aurait « un préjugé favorable envers les travailleurs ». L'absence d'un parti ouvrier de masse explique en grande partie l'impact catastrophique de cette collaboration de classes.

Québec Solidaire qui se présente comme l'alternative de « gauche » au PQ est un parti nationaliste petit-bourgeois. QS reçoit l'appui de certains syndicats locaux comme le Conseil Central de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) du Montréal métropolitain, mais les instances nationales des centrales syndicales québécoises sont très réticentes à lui accorder un appui, quand elles ne sont pas carrément hostiles. Elles collaborent souvent avec le PQ et son jumeau sur la scène fédérale canadienne le Bloc Québécois pour promouvoir, sous le drapeau de l'indépendance du Québec, un capitalisme national qui ne changera rien à l'exploitation. Le suivisme des bureaucrates syndicaux québécois envers les nationalistes bourgeois est un piège mortel pour la classe ouvrière et un éteignoir pour la lutte des classes. C'est aussi un obstacle majeur pour l'indépendance de classe du prolétariat québécois qui se retrouve enchaîné à un mythique et mensonger « moindre mal ». En fait, cela revient à dire que les travailleurs-ses québécois doivent se lier plutôt aux patrons québécois plutôt qu'à leurs soeurs et frères du

Canada. Le résultat le plus probable d'une séparation serait l'aggravation du sort des travailleurs-ses, la dépendance économique renforcée du Québec et du reste du Canada, le renforcement de l'impérialisme français et de l'impérialisme étasunien.

Le prolétariat québécois en a eu un avant-goût. Le PQ, lorsqu'il est au pouvoir, ne gouverne pas différemment du Parti Libéral fédéraliste. Les deux partis défendent les mêmes intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie, et mettent en oeuvre les mêmes politiques d'austérité, de privatisation et de destruction des acquis sociaux de la classe ouvrière. Son but est de créer un nouvel État capitaliste et impérialiste de langue française en Amérique du Nord. Il n'a strictement rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière. Aujourd'hui le Parti Québécois, dans l'opposition à l'Assemblée Nationale du Québec, tente de se refaire une popularité en dénonçant les politiques de compression budgétaire et de démolition sociale du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Il tente de faire oublier son propre passé de défense résolue des intérêts du capital et d'attaques antiouvrières comme la répression de la grève des enseignant-es en 1983 ou celle des infirmières en 1999 ainsi que la suppression de 15 000 postes dans la fonction publique québécoise en 1997.

10

Nous avons le devoir de militer dans les syndicats de salariés (CTC/CLC, FTQ...) et étudiants de masse malgré et contre leur direction bureaucratique. Nous pouvons, si nous n'avons pas la force de proposer des candidats communistes internationalistes aux élections, être contraints à appeler à voter pour ceux d'un parti « réformiste » de masse (parlementariste bourgeois). Nous ne refusons pas, par principe, d'intervenir dans un tel parti (contre son appareil relais de la bourgeoisie, contre son programme bourgeois) ou dans une organisation centriste (contre sa direction inconséquente et capitularde, contre son programme petit-bourgeois).

Mais, quelle que soient les tactiques de sa construction, il n'y a pas de substitut à un parti de type bolchevik. Un parti centriste comme l'USPD en Allemagne en 1918-1919, le POUM en Espagne en 1936-1937 ou le MIR au Chili en 1972-1973 ne peut conduire la révolution à la victoire ; les partis ouvriers bourgeois du type SPD en 1918-1919, PSOE et PCE en 1936-1937, PS et PCCh en 1972-1973 la combattent et l'étranglent. Nous ne soutenons donc pas Québec Solidaire (contrairement à la Gauche Socialiste, à La Riposte, Alternative Socialiste qui soumettent en fait les prolétaires à la petite-bourgeoisie) et nous n'appelons pas non plus à la formation d'un parti « réformiste » de masse (contrairement à LR ou AS, car le prolétariat n'a pas besoin d'un autre parti ouvrier bourgeois).

Nous préconisons la création de fractions lutte de classe dans les syndicats, d'organes démocratiques de lutte, d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste de masse basé sur les enseignements de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Ce parti se liera dans la lutte à la classe ouvrière et aux opprimés et sera capable d'allier les revendications démocratiques (dont la République, la séparation de l'État et de la religion, le droit de séparation du Québec, l'armement du peuple, l'accès à l'enseignement dans sa langue dans tout le Canada...) et transitoires (dont la création d'organes populaires de type soviets, le gouvernement ouvrier, l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux étudiants, l'autodéfense des manifestations et des piquetages, la réduction du temps de travail et l'emploi pour tous...) afin de préparer ouvertement la révolution prolétarienne.

Notre objectif est, en contribuant à la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire, de rassembler l'avant-garde canadienne dans un parti communiste internationaliste qui est indispensable au renversement de la bourgeoisie (francophone et anglophone), au démantèlement de l'État bourgeois (fédéral et québécois), à l'établissement du pouvoir des conseils de travailleurs-ses (dictature du prolétariat) et des États-Unis socialistes d'Amérique, à la transition vers le socialisme-communisme mondial.

18 mai 2017

mai 2017, manifestation d'ouvriers de la construction





La Révolution russe d'avril à juin 1917

Le double pouvoir

Après la révolution de février 1917 qui a vu les ouvriers des grandes villes faire grève, manifester, s'armer et attaquer les commissariats, les conscrits refuser de tirer contre eux, le tsar a abdiqué et les libertés démocratiques sont instaurées alors qu'elles sont étouffées en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne au nom de la guerre. Le pays se couvre de conseils de travailleurs et de soldats (soviets).

Malgré tout, le gouvernement provisoire présidé par le prince Lvov est aux mains des partis bourgeois, surtout le Parti constitutionnel-démocrate (PKD, les « cadets »), qui n'ont joué aucun rôle dans la chute du tsar. Les cadets tirent les marrons du feu grâce à deux des trois partis socialistes qui ont participé au soulèvement. Le Parti socialiste-révolutionnaire (PSR) et le Parti ouvrier social-démocrate-Minorité (Parti menchevik, PM) leur ont remis le pouvoir en arguant que, la révolution étant démocratique, la bourgeoisie doit la diriger.

Parallèlement, tous les partis qui se réclament du socialisme se retrouvent dans le soviet de Petrograd qui désigne un comité exécutif. La classe ouvrière russe renoue avec le point le plus élevé atteint en 1905, avec l'armement et les soviets. Mais les soviets ne postulent pas au pouvoir. Le président du soviet de Petrograd est Nicolas Tchkhéidzé (PM). Le Comité exécutif du soviet est aux mains du PSR et du Parti menchevik qui ont appelé la Douma, le parlement-croupion, à constituer le gouvernement provisoire après l'abdication du tsar. Ce gouvernement de partis bourgeois dont Milioukov (PKD) est l'animateur veut poursuivre la guerre alors que les masses ont pressenti la possibilité de son arrêt avec les journées de février.

> *La révolution a seulement manifesté ce qui s'était préparé avant elle. Le mot d'ordre « À bas la guerre », devint par conséquent un des principaux cris de ralliement des journées de février. Il venait des manifestations de femmes, des ouvriers du quartier de Vyborg et des casernes…* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, 1930, Seuil, t. 1, p. 253)

D'un côté, le gouvernement provisoire, élu par personne, avec à sa tête les partis bourgeois, veut défendre la propriété privée et poursuivre la guerre. De l'autre, l'exécutif des soviets prend des décisions, sous la pression des masses, qui vont à l'encontre du gouvernement provisoire, comme d'appeler à la formation de soviets de soldats (dont la grande masse est constituée de conscrits paysans) ou d'arrêter le tsar et sa famille.

L'équilibre ne tient que grâce à la politique du PSR et du PM qui veulent concilier le pouvoir bourgeois avec l'existence des soviets.



Mars 1917, les ouvriers ont désarmé la police de Petrograd, pillé l'arsenal et ils refusent de rendre les armes malgré les ordres du gouvernement des partis bourgeois

La politique du Parti bolchevik en mars 1917

Le POSDR Majorité (Parti bolchevik) comporte déjà 24 000 militants en février. Bien qu'ait joué un rôle prédominant pendant les journées de février, il est minoritaire dans les soviets (40 sur 1 500 délégués du soviet de Petrograd en février).

D'abord, les masses qui s'éveillent ne saisissent pas d'emblée la différence entre les trois partis socialistes, en particulier les deux qui portent le même nom (POSDR).

> *L'écrasante majorité des ouvriers mencheviks, socialistes-révolutionnaires et sans parti soutinrent les bolcheviks au moment où la lutte contre le tsarisme devint un corps à corps. Mais il n'y eut qu'une petite minorité d'ouvriers pour comprendre en quoi les bolcheviks se distinguaient des autres partis socialistes. Cependant tous les travailleurs traçaient une ligne de démarcation très nette entre eux et la bourgeoisie.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930, Seuil, t. 1, p. 211)

Ensuite, les paysans sous l'uniforme et dans les villages, se tournent plutôt dans un premier temps vers le PSR.

> *Comme la règle était de reconnaître un délégué par millier d'ouvriers et un par compagnie de soldats, le rapport pencha vite en faveur de la surreprésentation des soldats. Fin mars, les 150 000 hommes de troupe cantonnés à Petrograd possédaient au soviet deux fois plus de délégués que les 450 000 ouvriers de la ville. Au total le groupe SR du Soviet disposait alors de 400 voix sûres auxquelles s'ajoutaient celles de 600 sympathisants.* (Jacques Baynac, *Les Socialistes-révolutionnaires*, 1979, Laffont, p. 293-294)



3 avril 1917 : Lénine de retour d'exil

Enfin, les illusions initiales envers la bourgeoisie « libérale » profitent plus aux mencheviks qu'aux bolcheviks.

> *Des deux fractions du Parti ouvrier social-démocrate russe, ce furent les mencheviks qui profitèrent d'abord le plus de la révolution de Février. Comme en 1905, la promesse d'un gouvernement constitutionnel semblait justifier leur programme et leur donna un avantage sur les bolcheviks.* (Edward Hallet Carr, *La Révolution bolchevik,* 1950, Minuit, t. 1, p. 77)

La police est désarmée, les journaux paraissent sans censure, les partis illégaux apparaissent au grand jour, les prisonniers politiques sont libérés dont Tsereteli (PM), Cela conduit, en l'absence des dirigeants en exil (Boukharine, Lénine, Zinoviev...), à la captation du comité de rédaction de l'organe du parti par Kamenev, Muranov et Staline, sortis de prison. Cette équipe considère que la révolution étant démocratique, il faut faire pression sur le gouvernement bourgeois et non lutter pour son renversement.

> *Nous ne faisons pas nôtre l'inconsistant mot d'ordre « A bas la guerre ! » Notre mot d'ordre est d'exercer une pression sur le gouvernement provisoire pour le contraindre...* (*Pravda,* 15 mars 1917)

Mais le Parti bolchevik résiste.

> *Cette position cependant, n'était pas partagée par tout le parti. Le bureau du comité central était furieux... Des protestations émanèrent de Vyborg et d'autres quartiers ouvriers...* (Paul Le Blanc, *Lenin and the Revolutionary Party,* 1990, Humanities Press, p. 257)

Puisque le Parti menchevik a la même position, Staline va jusqu'à défendre la fusion des deux fractions du POSDR le 1er avril à une conférence nationale. Molotov et Zaloutsky s'y opposent.

En effet, le programme de refondation du POSDR (1902-1903) était que la classe ouvrière et la paysannerie dirigent la révolution démocratique sans faire confiance à la bourgeoisie. L'expérience de la révolution de 1905 conforta le Parti bolchevik dans cette voie alors que le Parti menchevik la renia pour une alliance avec la bourgeoisie « démocratique ». Depuis le début de la guerre mondiale, le PB se prononçait pour sa transformation en révolution sociale alors que le PM et le PSR toléraient dans leurs rangs des sociaux-patriotes avoués.

Avril 1917 : le réarmement politique du Parti bolchevik

Le gouvernement allemand, escomptant que les révolutionnaires russes vont affaiblir le front est, autorise les exilés à voyager en train de Suisse en Russie en passant par l'Allemagne, la Suède et la Finlande. Descentaines de militants du PB, du PM, du PSR et autres vont ainsi rejoindre successivement leur pays, dont Lénine (PB) et Martov (PM). Le 3 avril 1917, Lénine arrive à Petrograd. Il est accueilli par des milliers de militants ou sympathisants bolcheviks et par une délégation du Comité exécutif du Soviet.

> *Tchkhéidzé prononça le discours de bienvenue : « Camarade Lénine... Nous croyons que la tâche principale de la démocratie révolutionnaire est aujourd'hui la défense de la démocratie face à tout empiètement, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur. Nous considérons que ce but exige non pas la désunion, mais bien le resserrement des rangs démocratiques. Nous espérons que vous poursuivrez ces buts avec nous, tous ensemble ». Lénine, délaissant tout à fait la délégation du Comité exécutif, fit cette réponse : « Chers camarades, soldats, marins et ouvriers ! Je suis heureux de saluer en vos personnes la Révolution russe victorieuse et de vous saluer comme l'avant-garde de l'armée prolétarienne du monde entier... La révolution socialiste se lève déjà à l'horizon... La Révolution russe que vous avez accomplie a ouvert la voie... Vive la révolution socialiste mondiale ! ».* (Nicolas Soukhanov, 1922, cité par Joel Carmichael, *Histoire de la révolution russe*, 1964, Gallimard, p. 114-115)

Dans la nuit du 3 au 4, Lénine rédige *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution* qui restera dans l'histoire sous le nom des *Thèses d'avril.* À l'opposé de l'attitude ambiguë de Kamenev-Rykov-Staline, la guerre est une guerre impérialiste, non par la forme plus ou moins démocratique des gouvernements opposés les uns aux autres, mais du fait des conditions objectives générales dans lesquelles elle s'inscrit et des buts de guerre des différentes puissances belligérantes (thèse 1). La conquête positive des libertés démocratiques ne change pas le caractère de la guerre menée par la bourgeoisie russe, ni par conséquent l'opposition de la classe ouvrière à cette guerre.

Lénine ne fait pas du gouvernement des partis bourgeois un progrès, mais la rançon de l'inexpérience des travailleurs (thèse 2).

> *C'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie.* (Vladimir Lénine, *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution,* 4 avril 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 24, p. 12)

Par conséquent, il ne saurait être question de soutenir le gouvernement provisoire, qui ne peut pas cesser d'être impérialiste ; il faut le démasquer (thèse 3). La perspective de la « deuxième étape » ne saurait être « la démocratie », mais un État du type de la Commune de Paris (thèse 5).

> *Non pas une république parlementaire, mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.* (p. 12)

Par conséquent, le parti doit cesser de se nommer « social-démocrate » mais « communiste » (thèse 9) et il doit oeuvrer à la création d'une nouvelle internationale contre les chauvins qui ont trahi en 1914 et les « centristes » qui veulent l'unité avec ces derniers (thèse 10).

L'insurrection n'est pas encore à l'ordre du jour. Le Parti bolchevik est en minorité dans les soviets et *« il nous faut donc expliquer, convaincre »,* sur la ligne *« tout le pouvoir aux soviets »* (thèse 4).

Le 4 avril, dans une réunion du parti de Petrograd, seule Kollontaï soutient Lénine. Le 6 avril, il est minoritaire au bureau du Comite central. Le 7 avril, les thèses d'avril paraissent dans le quotidien du parti *Pravda*, mais sous sa signature personnelle. Kamenev les critique dans un éditorial publié le lendemain. Le 8 avril, le comité de Petrograd du PB repousse la ligne de Lénine (par 13 voix contre, 3 pour, 2 abstentions)

Lénine s'emploie à convaincre tout au long d'avril, à réarmer politiquement le parti. Cette lutte politique interne illustre que le parti de l'avant-garde est à la fois un instrument de la lutte de classes et un enjeu à chaque moment de cette lutte. Pour remplir ce rôle, il doit être démocratique, au contraire de tous les partis « réformistes » actuels et de la plupart des organisations « trotskystes » contemporaines.

Lénine converge implicitement avec la théorie de la révolution permanente qu'avait défendue Trotsky. Il analyse la révolution russe à partir de la lutte des classes mondiales. Certes, en Russie, le prolétariat est une faible minorité, la paysannerie est majoritaire, la population est inculte, l'industrie est limitée… Mais la République est la plus démocratique qui soit, et la bourgeoisie veut continuer la guerre, refuse de convoquer l'Assemblée constituante et de mener une révolution agraire. L'étape démocratique est révolue. Même si le pays est arriéré, le prolétariat doit prendre le pouvoir avec l'appui de la paysannerie pour garantir la démocratie, mettre fin à la guerre et contribuer à la révolution socialiste européenne qui seule peut permettre de construire le socialisme. Or, celle-ci se profile avec le soulèvement en Irlande, le retour des grèves, des manifestations, les mutineries en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne…



3 avril 1917 : harangue de Lénine à Petrograd

Lénine avertit que la question en Russie n'est pas celle de l'amélioration de la démocratie bourgeoise, mais du passage à la démocratie prolétarienne, rendu possible par la formation des soviets. Le mot d'ordre *« tout le pouvoir aux soviets »* s'appuie sur les capacités de la classe ouvrière russe et ouvre la perspective de la révolution socialiste mondiale.

> *Lénine ne s'opposait pas du dehors au parti, mais il en était l'expression la plus achevée. Éduquant le parti, il s'y éduquait lui-même, son désaccord avec la couche dirigeante des bolcheviks signifiait une lutte du parti entre son hier et son lendemain. Si Lénine n'avait pas été artificiellement éloigné du parti par les conditions de l'émigration et de la guerre, le mécanisme extérieur de la crise n'eût pas été si dramatique et n'eût pas masqué à tel point la continuité interne du développement du parti. De l'importance exceptionnelle que prit l'arrivée de Lénine, il découle seulement que les leaders ne se font point par hasard, que leur sélection et leur éducation exigent des dizaines d'années, qu'on ne peut les supplanter arbitrairement qu'en les excluant mécaniquement de la lutte, qu'on inflige au parti une plaie vive et que, dans certains cas, on peut le paralyser pour longtemps.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930, Seuil, t. 1, p. 375-376)

Lénine l'emporte à la conférence des organisations bolcheviks de Petrograd à la mi-avril (6 pour la position de Kamenev, 20 voix contre et 9 abstentions).

À la conférence nationale du PB qui se tient du 24 au 29 avril, Kamenev et Lénine présentent deux rapports opposés.



Lev Kamenev lisant la *Pravda*

Kamenev affirma qu'il était « prématuré de croire que la démocratie bourgeoise a épuisé toutes ses possibilités », insista sur la nécessité d'une coopération entre la petite-bourgeoisie et le prolétariat et conclut en déclarant que le parti devait organiser le « contrôle des révolutionnaires sur les actes d'un gouvernement qui doit inévitablement être bourgeois »... (Marcel Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, 1973, Seuil, t. 1, p. 177)

La première motion de Lénine pose que la guerre de la Russie reste impérialiste (tous pour, moins 7 abstentions). La deuxième fixe comme perspective le pouvoir des soviets (adoptée malgré 3 voix contre et 8 abstetions). La troisième explique que l'union avec les partis qui soutiennent la guerre (PSR, PM) est impossible (adoptée à l'unanimité moins 10 abstentions). La quatrième affirme que la révolution russe *« n'est qu'une première étape de la première des révolutions prolétariennes »* (adoptée par 71 voix pour, 39 contre et 8 abstentions). La quatrième résolution de Lénine pour la rupture avec l'organisation pacifiste et centriste de Zimmerwald est rejetée (1 seule voix pour).

La conférence élit, au terme de ses travaux, un nouveau comité central... Kamenev recueillit 95 voix contre 105 à Lénine. Trente délégués ont refusé de soutenir la candidature de ce dernier... (Marcel Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, 1973, Seuil, t. 1, p. 179)

Les « journées d'avril » confirment la justesse de l'orientation de Lénine

Le réarmement politique du Parti bolchevik est possible grâce à l'action des masses et à la réflexion des militants ouvriers bolcheviks qui sont alors bien plus radicaux que la majorité de la direction. Alors que Lénine défend durant tout le mois d'avril ses thèses dans le parti et dans sa presse, les masses poursuivent leur action contre la guerre et la misère et donc s'opposent de fait à la conciliation maintenue des chefs socialistes révolutionnaires et mencheviks du Comité exécutif des soviets avec le gouvernement provisoire et la bourgeoisie.

Dès le début avril, l'armée subit de nouvelles vagues de désertions, accroissant sa déliquescence. L'aspiration à la démocratie dans les tranchées, le rejet des officiers, la lutte contre les restrictions, l'élection de délégués sur le front sont autant de ferments de la révolution venue des grandes villes. La misère et la guerre se chargent de relancer le prolétariat face au gouvernement provisoire, aux capitalistes et à l'état-major qui désirent utiliser la guerre contre la révolution.

De même que les funérailles de mars, la fête du Premier Mai se passa dans un ordre absolu, sans bagarres ni victimes, comme une solennité « nationale ». Cependant, une oreille attentive aurait déjà pu surprendre sans peine dans les rangs des ouvriers et des soldats une note d'impatience et même de menace. La vie devient de plus en plus difficile. En effet : les prix montaient d'une façon alarmante, les ouvriers revendiquaient le salaire minimum, les entrepreneurs résistaient, le nombre des conflits dans les usines s'accroissait sans cesse. Les approvisionnements devenaient de plus en plus défectueux, la ration de pain était réduite, il fallut des cartes même pour toucher de la semoule. Le mécontentement grandissait aussi dans la garnison. L'état-major de la région militaire, préparant la répression contre les soldats, éloignait de Petrograd les troupes les plus révolutionnaires. À l'Assemblée générale de la garnison, le 17 avril, les soldats, devinant des desseins hostiles, soulevèrent la question de mettre fin aux départs de troupes : cette réclamation, dans la suite, s'élèvera sous une forme de plus en plus résolue à chaque nouvelle crise de la révolution. (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* Seuil, t. 1, p. 318)

Le 18 avril 1917 (1er mai du calendrier occidental) est aussi le jour de publication d'une note rédigée par Milioukov pour rassurer les Alliés. Roublard, le ministre envoie et fait publier la note avant de la transmettre au Comité exécutif qui découvre que Milioukov dit tout haut ce que les conciliateurs pensent tout bas : la guerre continuera coûte que coûte ! C'est l'allumette qui déclenche l'explosion des « journées d'avril » où le parti « cadet » tente de mobiliser la bourgeoisie pour préserver le gouvernement provisoire.

Aussitôt se sont mis en branle sont descendus dans la rue et ont commencé à s'organiser non pas les éléments moyens, mais les éléments extrêmes, non pas la masse petite-bourgeoise intermédiaire, mais la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie s'empare de la perspective Nevski – la perspective « Milioukov » selon le mot d'un journal – et des quartiers avoisinants du Petrograd des riches, du Petrograd des capitalistes et des hauts fonctionnaires. Les officiers, les étudiants, les « classes moyennes » manifestent en

faveur du gouvernement provisoire, et parmi les mots d'ordre inscrits sur les drapeaux, on lit souvent : « A bas Lénine ! ». Le prolétariat se lève dans ses centres à lui, les faubourgs ouvriers, organisé à l'appel et sous les mots d'ordre du Comité central de notre parti... Les manifestations ouvrières inondent les arrondissements moins centraux, ceux qui ne sont pas riches, puis pénètrent par groupes sur la perspective Nevski. Les manifestations prolétariennes se distinguent nettement de celles de la bourgeoisie par leur caractère de masse, leur ensemble plus imposant. On peut lire sur les drapeaux : « Tout le pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats ! ». (Vladimir Lénine, *Les leçons de la crise*, 23 avril 1917, *OEuvres,* Progrès, t. 24, p. 212)

Le Parti bolchevik passe à 80 000 membres en avril. Pour autant, il n'appelle pas alors à l'insurrection, qui serait prématurée, vu le soutien de la majorité des paysans et des soldats au gouvernement provisoire. La petite-bourgeoisie des campagnes est ébranlée par l'attitude du PSR et du PM mais elle n'est pas encore passée sur les positions de la classe ouvrière. Pour Lénine, les bolcheviks doivent patiemment gagner la majorité dans les soviets ouvriers, soldats et paysans.

La première guerre civile est finie en Russie, nous passons maintenant à la seconde, entre l'impérialisme et le peuple en armes ; et dans cette période de transition, tant que la force des armes est entre les mains des soldats, tant que Milioukov et Goutchkov n'ont pas encore recours à la violence, cette guerre civile se transforme pour nous en une propagande de classe pacifique, longue et patiente... Nous sommes pour la guerre civile, mais seulement quand elle est conduite par une classe consciente. (Vladimir Lénine, *Rapport sur la situation actuelle*, 24 avril 1917, Progrès, *OEuvres* t. 24, p. 235)

Ainsi, avec l'armement du peuple et une tactique juste pour unifier le prolétariat, un gouvernement des soviets verra le jour. Lui seul pourra assurer le pain, la terre et la paix.

Dix jours plus tard, le gouvernement des partis bourgeois démissionne. Le simple soutien des partis petits-bourgeois « socialistes » ne suffit plus à le garantir. Au lieu de convoquer une assemblée constituante, le Parti constitutionnel démocrate et les chefs du Comité exécutif des soviets négocient en coulisse. Le 5 mai, un nouveau gouvernement provisoire est annoncé : pour contenir le mécontentement des masses, les représentants du Parti menchevik et du Parti socialiste-révolutionnaire obtiennent 6 ministères sur 16.



Kerensky sur le front

Mai 1917, les partis conciliateurs entrent au gouvernement

Trotsky, qui fut le dernier président du soviet de Petrograd en 1905, rentre d'exil le 4 mai.

De l'intervention de Trotsky, nous avons un résumé par Soukhanov... Il dit que la formation du gouvernement de coalition comprenant des ministres socialistes signifie que le soviet s'est laissé prendre au piège de la bourgeoisie. Il se prononce pour le pouvoir des soviets et finit en saluant la révolution russe, « prologue de la révolution internationale ». (Pierre Broué, *Trotsky,* 1988, Fayard, p. 173)

Le Parti bolchevik lui offre immédiatement de travailler en commun, ce que Trotsky accepte avec toute une fraction du POSDR, l'Organisation InterRayons, qui se prononçait jusqu'alors pour la réunification du parti.

Au soviet de Petrograd, les bolcheviks ne réunissent qu'une centaine de voix contre le nouveau gouvernement alors que la majorité acclame les nouveaux ministres « socialistes ». Au nom du PSR, le nouveau ministre de la Guerre Kerensky annonce aux soldats qu' *« ils porteront la paix à la pointe de leur baïonnette »* (14 mai). Ce gouvernement de coalition est tout entier subordonné à la bourgeoisie qui compte sur les ministres « socialistes » pour rétablir l'ordre et mener une nouvelle offensive militaire contre l'Allemagne. Tout en faisant des promesses, le deuxième gouvernement provisoire se garde bien de donner le coup d'envoi d'une Assemblée constituante promise depuis longtemps ou d'engager la réforme agraire.

Par conséquent, le PSR, le parti parlant au nom des paysans, commence à s'affaiblir dans les campagnes. Non seulement le paysan sous l'uniforme veut la fin de la guerre mais le paysan pauvre, au front comme au village, veut un lopin de terre que lui refusent les grands propriétaires terriens. Si entre mars et juillet, les travailleurs des campagnes s'abstiennent d'utiliser

la violence, ils utilisent les comités agraires, constitués pour la réforme du même nom. En de nombreux endroits, ces comités tendent à devenir des soviets paysans. De manière légale, ils louent la terre mais à un prix moins élevé, utilisent les terres laissées en jachère et rachètent à un prix convenable des petits lopins. Parfois, s'il y a résistance, la terre est expropriée en attendant que l'Assemblée constituante future décide de son sort définitif. Mais c'est déjà aller trop loin pour les ministres « socialistes » qui ne peuvent tenir leurs promesses sans s'en prendre à la propriété privée. Lénine a vu juste en adoptant le mot d'ordre du partage des terres par les paysans eux-mêmes. Leur alliance avec la classe ouvrière ne pourra se faire qu'en expropriant les grands propriétaires.

> *Nous ne dénions nullement à l'Assemblée constituante le droit de consacrer définitivement la propriété nationale du sol et de fixer le statut agraire. Mais, dès aujourd'hui, au cours de ce printemps, les paysans doivent eux-mêmes, sur place, disposer des terres. Les soldats du front peuvent et doivent envoyer des délégués dans les villages.* (Vladimir Lénine, *Lettre ouverte aux délégués du congrès des députés paysans de Russie*, 7 mai 1917, *OEuvres,* Progrès, t. 24, p. 379)

De mai à octobre 1917, le deuxième gouvernement provisoire rejoint la famille des gouvernements d'union sacrée de Belgique, de France et de Grande-Bretagne. La coalition anticipe les blocs politiques entre la bourgeoisie « démocratique » et les « socialistes » (ou les « communistes ») de « front populaire » qui trahiront la classe ouvrière en France (1936-1937), en Espagne (1936-1937), au Chili (1971-1973). De même que les « unions nationales » comportant les partis « socialistes » ou « communistes » en Italie (1943-1946), en Grèce (1944), en France (1944-1946)... De même que les « transitions démocratiques » pratiquées en Grèce (1967 -1974), au Portugal (1974-1975), en Espagne (1975-1978), au Chili (1988-1994).

La soumission à la bourgeoisie nationale ou démocratique, à l'époque du déclin du capitalisme, désoriente la classe ouvrière et s'oppose au bloc de toutes les classes laborieuses des villes et des campagnes. Elle débouche sur la division et le désarroi de la classe ouvrière, la préservation du capitalisme, la contre-révolution démocratique... ou fasciste.

Juin 1917, le 1er congrès national des soviets

Le 1er Congrès panrusse des soviets se tient du 3 au 24 juin. Le Parti bolchevik progresse, en particulier dans les grandes villes, mais il demeure minoritaire avec 105 délégués sur 822. Les soviets restent dominés, en particulier dans les campagnes, par les mencheviks (248 délégués PM) et les populistes (285 délégués PSR). D'ailleurs, le Congrès des soviets donne sa caution au gouvernement Kerensky (par 543 voix pour, 126 contre, 52 abstentions) et approuve son projet d'offensive militaire exigée par la France et la Grande-Bretagne.

> *La doctrine des mencheviks déclarait que la présente révolution était bourgeoise et que, par conséquent, elle ne pouvait aboutir sans la participation de la bourgeoisie au gouvernement... L'hégémonie des intellectuels de la petite bourgeoisie n'était au fond que la traduction matérielle du fait que la classe paysanne —appelée subitement par le mécanisme de la guerre à prendre organiquement part à la vie politique— l'emportait numériquement sur la classe ouvrière et provisoirement la supplantait.* (Léon Trotsky, *L'Avènement du bolchevisme,* 1919, Maspero, p. 20)

Les soviets sont à la fois le cadre de l'alliance des classes exploitées et semi-exploités et la forme la plus élevée du front unique ouvrier, parce qu'ils embrassent toutes les couches du prolétariat en lutte et permettent le débat entre tous les partis des travailleurs. Ils préparent ainsi la voie à l'insurrection et à la dictature du prolétariat.

Mais ils ne sauraient en eux-mêmes résoudre le problème de la prise du pouvoir, comme l'ont prouvé la révolution russe de 1917, le révolution hongroise de 1918, la révolution allemande de 1918, la révolution allemande de 1953, la révolution hongroise de 1956, la révolution chilienne de 1973, la révolution portugaise de 1975, la révolution iranienne de 1979...

Le 4 juin, Lénine déclare au congrès des soviets :

> *De deux choses l'une : ou bien un gouvernement bourgeois ordinaire, et alors les soviets paysans, ouvriers, soldats et autres sont inutiles ; ils seront dissous par les généraux... Ces institutions ne sauraient exister qu'en allant de l'avant... Les frictions, la lutte des partis pour le pouvoir sont inévitables au sein du Soviet de Russie. Mais il s'agira là de l'élimination des erreurs possibles et des illusions par l'expérience politique des masses elles-mêmes.* (Vladimir Lénine, *Discours sur l'attitude envers le gouvernement provisoire*, 4 juin 1917, *OEuvres,* Progrès, t. 25, p. 12)

Le 9 juin, Lénine intervient de nouveau au congrès des soviets :

> *L'impérialisme marque un certain degré de l'évolution du capital mondial ; après des dizaines d'années de préparation, le capitalisme a abouti à ceci qu'un petit nombre de pays immensément riches ont accumulé tellement de richesses... une force si colossale qu'elle a envahie tout l'univers et a littéralement partagé la planète... La lutte contre la*

> *guerre impérialiste n'est possible que si elle est une lutte des classes révolutionnaires contre les classes dominantes du monde entier... Il s'agit de la classe des capitalistes... tant que cette classe n'aura pas été renversée, cette guerre est sans issue.* (Lénine, *Discours sur la guerre*, 9 juin 1917, *OEuvres,* Progrès, t. 25, p. 26)

Ensuite, il met en cause l'attitude de la majorité menchevik-populiste du congrès des soviets vis-à-vis des nations opprimées par le tsarisme :

> *Vous, votre gouvernement, vos nouveaux ministres, continuez en fait à l'égard de la Finlande et de l'Ukraine une politique d'annexion.* (p. 32)

Le Parti bolchevik ne se limite pas à dénoncer les dirigeants mencheviks et socialistes. Bien entendu, les journaux, les tracts et les agitateurs bolcheviks polémiquent avec virulence contre la politique de collaboration de classes qui refuse de donner la terre aux paysans, qui poursuit la guerre impérialiste, qui ménage les patrons, qui nie les droits des minorités nationales, qui repousse même l'élection d'une assemblée constituante.

Mais l'orientation a aussi une face positive : *« Tout le pouvoir aux soviets ».* Assurer au prolétariat son rôle révolutionnaire se traduit par : *« Finissons-en avec les ministres capitalistes, chassons-les du gouvernement ».* Le 9 juin, le Parti bolchevik convoque une manifestation pour le lendemain sur cette base.

Juin 1917, interdiction de la manifestation bolchevik par le Comité exécutif des soviets

Le Comité exécutif central des soviets, contrôlé par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui se réclament de la démocratie, interdit toute manifestation le 10 juin. Pour isoler les révolutionnaires, il invite lui-même les travailleurs à manifester, le 18 juin à Petrograd en faveur de la politique du gouvernement de coalition.

Alors, le Parti bolchevik annule sa manifestation mais appelle les travailleurs à prendre part sous leurs propres mots d'ordre à la manifestation du 18 juin. Dans l'immense manifestation de 500 000 travailleurs, ses mots d'ordre triomphent.

> *Alors que le Congrès avait approuvé la coalition, soutenu l'offensive et désavoué les bolcheviks, il fut battu sur chacun de ces trois points. De leur estrade officielle du Champ de Mars, les congressistes, vivement impressionnés par la densité des slogans bolcheviks dans les rangs des quelque 500 000 manifestants, constataient l'évidence : tout en restant une faible minorité, les bolcheviks se trouvaient seuls à avoir l'audience des masses, à pouvoir encore les mobiliser. La preuve était d'autant plus irréfutable que les bolcheviks avaient remporté la victoire sur le terrain et avec les armes choisies par l'adversaire.* (François-Xavier Coquin*, La Révolution russe,* 1962, Les Bons caractères, p. 88)

Lénine en tire ainsi les leçons :

> *La manifestation a dissipé en quelques heures, comme une pincée de poussière, les vains propos sur les conspirateurs bolcheviks et a montré avec une évidence flagrante que le prolétariat industriel et les troupes de la capitale, avant-garde des masses laborieuses de Russie, sont dans leur très grande majorité partisans des mots d'ordre que notre parti n'a jamais cessé de défendre. Le pas scandé des bataillons d'ouvriers et de soldats. Près d'un demi-million de manifestants. L'unité d'une offensive d'ensemble. L'unité autour de mots d'ordre que dominent de très haut ceux-ci :* « Tout le pouvoir aux Soviets » « À bas les dix ministres capitalistes ! » « Ni paix séparée avec les Allemands ni traités secrets avec les capitalistes anglo-français ! »*, etc. ... La politique de confiance aux capitalistes, à leur gouvernement, à leurs tentatives de réformes, à leur guerre, à leur politique d'offensive, cette politique est sans espoir. Sa faillite est proche. Sa faillite est certaine. Ce sera aussi celle des partis gouvernants socialiste-révolutionnaire et menchévik. Le marasme économique s'approche à grands pas. Il n'est de salut que dans des mesures révolutionnaires de la classe révolutionnaire exerçant le pouvoir.* (Vladimir Lénine, *Le Dix-huit juin*, 3 juillet 1917, *OEuvres,* t. 25, p. 112)

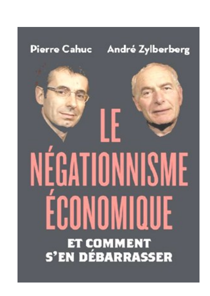
C'est par la violence que la coalition de la bourgeoisie « libérale » et des dirigeants « socialistes démocratiques » —comme se nomment eux-mêmes les chefs du PSR et du PM — tentera quelques semaines plus tard de briser la radicalisation des masses.

22 juillet 2017



L'orientation du Pari bolchevik contre la guerre en 1915, *Cahier révolution communiste* n° 7 ; l'analyse de l'État par Lénine en 1917, *Cahier révolution communiste* n° 15 ; chaque brochure 2 euros auprès des militants ou 3 euros par la poste

Pierre Cahuc & André Zyldeberg
Le Négationnisme économique



Les auteurs du pamphlet *Le Négationnisme économique et comment s'en débarrasser* (Flammarion, septembre 2016, 18 euros), Cahuc et Zyldeberg, se situent dans la droite lignée du courant néoclassique, le courant libéral le plus répandu dans la junte des économistes universitaires. Ils soutiennent, non sans efforts vains de démonstration ni la peur du ridicule que « *grâce à l'accès à d'immenses bases de données, à une démultiplication des capacités de traitement de l'information et un profond renouvellement méthodologique, l'économie est devenue une science expérimentale dans le sens plein du terme* » (p. 13), puisqu'en économie, « *toute "loi" est de nature statistique* » (p. 36).

Leur titre suggère grotesquement que refuser d'accepter les résultats fournis par les « experts » qui sont publiés dans les revues de référence de la « science économique » serait de la même nature que nier l'extermination nazie des Juifs et des Tziganes.

Cette oeuvre mérite l'attention dans la mesure où elle permet de montrer où en est la doxa des économistes qui font autorité et qui conseillent les gouvernements bourgeois sur les politiques économiques à mener. Le capitalisme travesti en simple « économie de marché » aurait une dimension universaliste, éternelle. Pour connaître la marche à suivre, il suffirait alors d'étudier « *les expériences naturelles* » fournies par l'histoire économique des différents pays. Il n'y aurait plus besoin de débat théorique, alors même qu'il est généralement borné à la bourgeoisie, entre ceux qui se prosternent devant le marché et ceux qui veulent l'intervention de l'État pour pallier ses dysfonctionnements. Désormais, il suffit, selon Cahuc et Zyldeberg, de se référer aux « chiffres ».

Force est de constater que ce fétichisme est souvent mis en avant par les différents gouvernements bourgeois pour légitimer leurs attaques contre ceux qui créent la richesse. Comme « scientifiques neutres », le devoir de réserve de Cahuc et Zyldeberg a dû cependant les empêcher de rejoindre ouvertement Macron ou Fillon pendant la campagne présidentielle, même si des intellectuels partisans de Macron ont invoqué Cahuc comme source d'inspiration de leur champion (dans une tribune libre publiée par *Le Monde* du 7 février 2017). Mais ils sont liés à l'État bourgeois par France Stratégie, un organe public composé d'économistes (avec rémunération supplémentaire) au service du pouvoir et aussi au grand capital lui-même par l'Institut Montaigne, un des organismes où se mêlent économistes et patrons.

Au travers de ces « *expériences naturelles* », les auteurs pensent réfuter le « négationnisme », toute résistance à la « science économique » qui justifie de nouvelles attaques contre les travailleurs. Leur thèse et leurs recommandations sont appliquées à de multiples questions essentielles de l'économie capitaliste : la finance, la fiscalité, les dépenses publiques et l'emploi. Ce dernier est le thème de prédilection de ces « experts » qui avaient déjà publié en 2004 *Le Chômage, fatalité ou nécessité*. Ils font d'ailleurs partie des économistes qui ont inspiré la loi travail Hollande-Macron-El Kohmri.

Justement sur l'emploi, plusieurs pistes sont présentées pour lutter contre le chômage. L'une porte sur le lien entre durée du travail et emploi, ce qui permet d'éclaircir un débat des plus intéressants entre les « orthodoxes » et les « hétérodoxes » sur ce que peuvent proposer les bourgeois aux prolétaires. En prenant la loi Aubry pour illustration, les auteurs affirment que deux effets s'y mêlent : 1/ la baisse du coût du travail par les allégements de cotisations sociales, à laquelle on pourrait ajouter la faible progression salariale qui s'en est suivie ; 2/ la baisse du temps de travail proprement dite. Sans entrer dans le détail de ces modèles, il apparaîtrait que les effets d'une baisse du temps de travail sont peu concluants.

De nombreux keynésiens assurent que les lois Aubry seraient responsables de 350 000 emplois sur les 2 millions créés durant la période 1997 à 2002, fermant ainsi les yeux sur l'aggravation des conditions de travail qui a accompagné les lois Aubry. Cahuc et Zylberberg répondent en accusant cette conception, de malthusianisme selon laquelle il existerait un stock d'emploi qu'il suffirait de répartir équitablement (pour les plus réactionnaires, à répartir entre les travailleurs nationaux) pour faire disparaître le chômage.

Au contraire, les auteurs soutiennent que « *l'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi dépend de la manière dont elle affecte la compétitivité des entreprises* » (p. 162). Ainsi, nos « scientifiques » expliquent les créations d'emploi qui ont suivi les lois Aubry par la baisse des cotisations qui l'accompagnaient.

Les chômeurs ne seraient pas assez productifs et ne peuvent être embauchés du fait de leur trop faible productivité au regard du niveau de salaire. Naturellement, ils affirment que la meilleure solution pour lutter contre le chômage est d'abaisser le coût du travail, en particulier en jouant au détriment du salaire différé, sur les plus bas salaires, proche du smic dont le montant resterait trop élevé en France (p. 46). Ils peuvent se rassurer de l'arrivée du nouveau président qui compte transformer le CICE en baisse de cotisations

de charges avec un renforcement des allégements au niveau du smic pour atteindre le « zéro charge ». Cette baisse du coût du travail n'est rien d'autre qu'une attaque contre la force de travail puisque ce salaire différé permet de financer des allocations qui vont pour l'essentiel aux salariés.

Pour Cahuc et Zyldeberg, la dynamique de l'emploi et de la croissance dépend du progrès technique. Grâce aux nouveaux procédés techniques, de nouveaux emplois, moins nombreux et à plus forte productivité, donc mieux rémunérés, remplaceraient ceux qui sont rendus inutiles. Ils créeraient une nouvelle dynamique générant de nouveaux revenus, de nouvelles demandes et, cercle vertueux, des créations d'emploi. C'était déjà chez l'économiste bourgeois français Alfred Sauvy dans les années 1960. Cahuc et Zyldeberg modernisent avec l'exemple du groupe Google qui offre un salaire moyen annuel de 94 000 euros plus d'autres avantages à ses supers cadres (cas évidemment fréquent !). Ils estiment que chaque emploi de ce type permet d'en créer localement 2,5 autres, certes souvent précaires…

Nous retrouvons une fois de plus un modèle proche de celui promu par Macron. Nous sommes donc dans une corroboration de la théorie du ruissellement pour qui il faut laisser les bourgeois s'enrichir puisque, d'une manière ou d'une autre, l'utilisation de leur revenu permettrait de créer des emplois et des revenus à d'autres.

En réalité, les lois Aubry travesties en « 35 h » ont été avant tout une loi d'aménagement du temps de travail : elles l'ont parfois allongé (en excluant de sa mesure les temps de pause et de préparation) et elles l'ont flexibilisé (par l'annualisation contre la limite par semaine arrachée en 1936). Elles permettaient à l'employeur de bénéficier d'aides publiques et de baisses de cotisations patronales sur les bas salaires dès lors qu'il y avait créations ou préservations d'emplois.

Ainsi, elles ont créé un peu d'emploi, non pas parce qu'elles permettaient un partage équitable du temps de travail ou de rapprocher la rémunération du travail de sa productivité, mais en augmentant le degré d'exploitation du travail et augmentant le profit.

Derrière les apparats expérimentaux qui relèvent plus du scientisme que de la démarche scientifique, les modèles utilisés reposent sur de nombreuses hypothèses dont une des conséquences les plus fascinantes est, qu'en situation de concurrence (un mythe au stade impérialiste du capitalisme), les facteurs de production (le travail mais aussi le capital), dont le rendement serait décroissant, sont rémunérés selon leur participation supposée à la création de richesses : chacun/e aurait ce qu'il/elle mérite et les inégalités économiques sont légitimées.

L'omission fondamentale est que le capital n'est que du travail mort, cristallisé en moyen de production qui ne crée pas de richesse et n'a que pour objectif la survaleur ou plus-value qui se réalise par l'exploitation du travail. Là où Cahuc et Zylberberg voient des individus qui sont à la fois producteurs et consommateurs libres, tel Robinson Crusoé, il existe en réalité deux grandes classes sociales : les capitalistes, détenteurs du capital qui s'approprient la production marchande ; les travailleurs salariés qui créent la richesse sociale mais ne peuvent vivre qu'en vendant leur force de travail aux précédents. L'existence des classes entrainent un rapport de domination que ne se limite pas à la dimension économique. De plus, le capital n'a pour objectif que sa reproduction élargie (plus de valeur), ce qui amène à une suraccumulation du capital et donc à une baisse tendancielle du taux de profit qui rend nécessaire l'augmentation du degré d'exploitation du travail et la destruction du capital par des crises.

14 mai 2017, Paul Bolcheck

La Mobilisation du printemps 2016 contre la loi travail



Les rapports entre le capital et le travail ont été infléchis par l'État au détriment des producteurs avec le CICE, l'ANI, la loi dite Macron, la loi dite El Khomri… Face à celle-ci, au printemps 2016, la grève générale pouvait unir la jeunesse étudiante et les travailleurs salariés, faire reculer le gouvernement, ouvrir la crise révolutionnaire. Mais les directions syndicales de la CFDT, de l'UNSA, de la CFTC, de la CFE-CGC ont soutenu ouvertement l'opération. Celles de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU ont reproduit le dispositif d'opposition symbolique qui permet à toutes les attaques de passer : journées d'action, isolement de la jeunesse, éclatement des grèves site par site, votation citoyenne, diversions sur les péages d'autoroute… Le PdG et le NPA, des SUD et DAL propulsent une diversion supplémentaire, Nuit debout. Face à la répression, les chefs syndicaux cèdent aux évacuations des piquets et des blocages. Ils isolent les cortèges de jeunes et soutiennent les policiers qui réclament plus de moyens pour réprimer. Comme lors de chaque mouvement social, les partis réformistes (PCF, PdG, Ensemble, « frondeurs » du PS) et leurs adjoints centristes (LO, NPA, POID, POI…) ont appuyé les bureaucraties corrompues par la classe dominante. Il faut dire que les organisations pseudo-trotskystes s'intègrent de plus en plus aux appareils syndicaux de la CGT, de FO, des SUD, de la FSU. La nouvelle défaite fait que, lors des élections que préconisent tant les réformistes, les scores des partis ouvriers traditionnels s'effondrent et que le parti fascisant renforce son impact nauséabond de division des rangs ouvriers et de xénophobie. Pour en sortir, il faut rompre avec la bourgeoisie, renouer avec la lutte des classes, se défendre contre la police, former des organes démocratiques de lutte, imposer un gouvernement des travailleurs basé sur ces derniers, exproprier, avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe. Il faut pour cela construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Aucune négociation des attaques ! Retrait du projet d'ordonnance !

Malgré l'abstention massive, le nouveau président de la 5e République a obtenu une large majorité à l'Assemblée nationale avec 308 députés sur 577 pour son parti, LREM. Le gouvernement Macron-Philippe mène, tambour battant une politique dictée par les organisations patronales CPME et Medef, l'état-major de l'armée et les manageurs des grands groupes capitalistes français.

Courant juin, Macron a prolongé l'état d'urgence instauré par son prédécesseur et son gouvernement vient de présenter un projet de loi « antiterroriste » qui le rendrait permanent. Sa visite le 2 juillet à Bamako avait pour but de parrainer une nouvelle coalition militaire entre 5 pays du Sahel pour soutenir l'intervention militaire française. De leur côté, le Premier ministre Philippe et celui des comptes publics Darmanin, tous deux ex-LR, ont profité du rapport de la Cour des comptes pour annoncer le gel du point d'indice des travailleurs de la fonction publique et rétabli le jour de carence Sarkozy-Fillon. En plus de ces premiers coups, le gouvernement a présenté le 28 juin, par la voix de la ministre du Travail Pénicaud, ex-DG adjointe de Dassault et ex-DRH de Danone, un projet de loi dit d' *« habilitation législative »* pour permettre au pouvoir exécutif d'édicter lui-même des lois : *« Six réformes complémentaires seront ainsi menées dans les 18 prochains mois. Elles entreront en vigueur pour certaines dès la fin de l'été »* (projet, p. 2). La première a pour but de rendre le code du travail encore plus favorable aux capitalistes.

Contre les protections juridiques des travailleurs qui subsistent, le projet de loi prévoit d'accentuer ce qu'avait commencé la loi El Khomri : *« reconnaître et attribuer une place centrale à la négociation collective d'entreprise »* (article 1). Évidemment, les travailleurs devraient se soumettre à tout accord local car le projet prévoit d'harmoniser et simplifier *« les conditions de recours et, le cas échéant (...) le régime juridique de la rupture du contrat de travail en cas de refus par le salarié des modifications de son contrat issues d'un accord collectif. »* (art. 1). La loi autoriserait l'odieux chantage du référendum en *« facilitant le recours à la consultation des salariés pour valider un accord »* (art. 1) et si cela ne suffit pas en *« modifiant les modalités d'appréciation du caractère majoritaire des accords ainsi que le calendrier et les modalités de généralisation de ce caractère majoritaire »* (art. 1).

Le projet de loi prévoit de restreindre la représentation du personnel en *« fusionnant en une seule instance les délégués du personnel, le comité d'entreprise et le CHSCT »* (art. 2), instance dont le gouvernement Macron fixera les droits et devoirs ! D'ailleurs, ces représentants auront une récompense pour leur *« engagement syndical... par la reconnaissance de celui-ci dans le déroulement de carrière et les compétences acquises en raison de cet engagement »* (art. 2). Enfin, les directions syndicales FO, CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires... seront, selon le projet, financées par le patronat avec « *la possibilité pour le salarié d'apporter des ressources financées en tout ou partie par l'employeur au syndicat de son choix* » (art. 2).

Le gouvernement veut faciliter les licenciements : plafonds de dommages et intérêts en cas de licenciement abusif, limitation des recours judiciaires, facilitation des conditions du licenciement pour l'employeur notamment en assouplissant le périmètre géographique, le secteur d'activité, les catégories professionnelles (art. 3). Il veut aussi flexibiliser davantage le CDI en ouvrant la porte « *aux contrats à durée indéterminée conclus pour la durée d'un chantier ou d'une opération* » (art. 3).

Enfin, Philippe annonce le 8 juillet aux « partenaires sociaux » qu'il va substituer au « compte pénibilité » qui permet une retraite anticipée un « compte prévention » qui éliminera des facteurs de risque la manutention de charges lourdes, les postures pénibles, les vibrations mécaniques et les risques chimiques.

Bien que Macron ait toujours annoncé ses intentions, les directions syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO, UNSA ont toutes accepté de discuter du projet de précarisation. De mi-juin à mi-juillet, pas moins de 48 rencontres sont prévues ! Entretemps, le projet d'habilitation est paru mais toutes bavassent encore au ministère. Dans le rôle des bons élèves, Jean Claude Mailly de FO : *« La concertation va dans le bon sens »* (*Le Monde*, 29 juin) ou encore Laurent Berger de la CFDT : *« Il y a une phase de concertation, j'espère qu'elle sera loyale. »* (*Le Parisien*, 28 juin). Dans le rôle de l'élève inattentif, Philippe Martinez de la CGT : *« On a besoin d'un gouvernement qui nous dise ce qu'il va faire »* (*France info*, 3 juillet). Il croit se dédouaner de sa trahison en programmant une journée d'action le 12 septembre... Pourtant, le résultat de 14 journées d'action au printemps 2016 fut l'adoption de la loi El Khomri. Au lieu d'une initiative symbolique, il faut rompre immédiatement la concertation avec le gouvernement et préparer la grève générale jusqu'au retrait du projet de loi et de ses ordonnances !

Le Front social, LFI, le PCF, LO, le NPA ne se prononcent pas contre les « concertations » en cours. Dans les syndicats, sur les lieux de travail et d'études, il faut exiger la rupture immédiate de la négociation de l'attaque gouvernementale annoncée. Ainsi, la majorité des salariés pourra se dégager de la collaboration de classe où tentent de les enfermer Mailly, Berger, Martinez et compagnie. Il faut imposer les AG sur cette question, s'organiser au-delà des boutiques syndicales en comités de lutte et d'action pour obtenir le retrait du projet d'ordonnance et battre le gouvernement du capital.

8 juillet 2017